

OCCIDENT

LE BI-MENSUEL FRANCO-ESPAGNOL

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 20, rue de la Paix, PARIS (2^e)
Abonnement : 4 fr. 50 par trimestre.

Tél. : OPÉra 43.23

Dans ce numéro

Naissance du nouveau gouvernement, par F. G. JORDANA, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ESPAGNE.

AVIS AUX SPÉCULATEURS, par les Professeurs TRELLES et LE FUR.

Leçons de la guerre d'Espagne : PALUEL-MARMONT.

PILAR PRIMO DE RIVERA, par P. de la Mora.

Stakhanovisme. — Témoignages catholiques. — « Un factieux intégral ». — Monsieur MAURIAC...

JOIE DANS LES CHAMPS



MOISSONNEUSES
La bonne administration des Nationaux permet de fructueuses moissons.

vie agraires, par la création du « Service national du Blé ». Il convient de souligner la signification sociale de cette nouvelle organisation de l'industrie minière.

Le « Service national du Blé » a eu, dans l'ordre social, le grand avantage de hâter la disparition d'un système qui se prêtait par trop facilement à l'exploitation du cultivateur au profit du minotier, quoiqu'il soit juste de faire remarquer que cette exploitation n'avait pas lieu dans tous les cas.

Avec le « Service national du Blé », on a essayé de résoudre fondamentalement le problème de la situation des petits producteurs, trop souvent réduits à contracter des emprunts qu'on pouvait qualifier d'usuraires.

Extrêmement remarquable aussi, la disposition du 29 janvier 1937, concernant l'industrie des sucres et des betteraves, qui a permis d'établir une solidarité entre les producteurs de betteraves et les fabricants de sucre, en réglant minutieusement leurs rapports, et cela de telle sorte qu'elle établissait également les bases d'une prospérité économique pour les cultivateurs et d'une transformation de leur vie sociale. En ce qui concerne la production de la betterave, cette disposition a résolu, de la façon la plus avantageuse pour le paysan, le problème des avances et des crédits que recevaient des industriels sucriers les petits producteurs de betteraves.

ractère provincial ou local, ont accordé des avances analogues, et à des conditions fort avantageuses, on peut affirmer que le total des prêts consentis suivant ce décret s'élève à plusieurs centaines de millions.

Le total du prêt à accorder, avec garantie gagée en blé, doit être proportionné aux dépenses de main-d'œuvre occasionnées par les besognes de la récolte, avec autorisation, pour les « Sections agronomiques », d'octroyer l'avance immédiate, quand il s'agit de petites sommes. Le délai accordé pour le remboursement fut d'abord seulement de trois mois, mais tacitement prorogable de trois autres mois, et plus tard un ordre du 5 mai 1937 l'étendit jusqu'à un an.

Pour que fût bien exercé le rôle social que l'on voulait faire jouer à ce système, on limita à 4 % pour les crédits collectifs, et à 5 % pour les crédits individuels, l'intérêt que devaient rapporter ces prêts. On peut dire que tous les autres établissements bancaires ou caisses d'épargne, instituts de prévoyance, etc., se sont soumis à ces règles dans tous les crédits qu'ils ont accordés aux agriculteurs.

Pour assurer la juste et exacte distribution des crédits, on a créé des commissions locales chargées de rendre compte, dans le plus bref délai, des véritables besoins de l'emprunteur et de l'authenticité du gage offert par lui en garantie. D'ailleurs, un moratoire est en général accordé au cultivateur, par un délai au cours duquel on suppose (et le cas en effet s'est produit), qu'il lui sera possible de vendre ses récoltes en de bonnes conditions. Ce moratoire englobe toute espèce de dettes contractées par les agriculteurs pour faire face aux frais successifs que, pendant l'année agricole, ont exigés la production et l'entretien de la famille. Là dedans sont comprises les rentes à verser au propriétaire de la terre ; et, pour rendre absolument efficace ledit moratoire, tous les procédés de contrainte exercés sur les agriculteurs sont suspendus. Ce moratoire

Robuste et joyeuse, une Castillane aide à la moisson.

raves, et le système d'un paiement de la récolte par lesdits industriels.

Très importantes enfin au point de vue social, les diverses dispositions sur les greniers



L'Œuvre Sociale dans les campagnes

La transformation sociale de la campagne réclame impérieusement une amélioration de la vie rurale, qu'on ne peut entreprendre qu'en modifiant la demeure du paysan.

En dehors des études et des projets déjà réalisés par l'« Œuvre du Foyer national-syndicaliste », qui étend son action à la demeure rurale, il convient d'accorder, dans cet ordre d'idées, une importance spéciale à la Circulaire de l'« Office public de l'Habitation », qui a fait créer une « Fiche » et un « Contrôle sanitaire de l'Habitation rurale », et ordonné de rédiger au plus vite des projets d'amélioration des foyers campagnards, s'inspirant du principe qu'ils doivent, sans exception, obéir aux règles d'hygiène qui, jusqu'alors, leur étaient étrangères, et en finir une fois pour toutes avec la négligence et l'oubli desdites règles : vu que, dit textuellement la circulaire, les habitants de la campagne ne doivent pas être privés, tout au moins, des conditions considérées comme un minimum par les dispositions en vigueur. Il a été recommandé aux procureurs délégués de chaque province, de formuler des projets, à diffuser par tous les moyens, de maisons pour une seule famille ou pour plusieurs, et qui devront s'adapter aux conditions topographiques, climatiques, économiques, etc., de chaque région.

En fait d'œuvres importantes pour la

transformation sociale de la vie rurale, il faut citer celle qui a pour titre : « Fraternité de la Ville et de la Campagne », service établi par la Phalange Espagnole Traditionnaliste, et qui, ayant commencé ses travaux dès l'été de 1936, a depuis lors reçu une impulsion puissante dans les années agricoles suivantes.

Il s'agit, dans cette œuvre, de rapprocher la ville de la campagne, en faisant en sorte que les citoyens, venant prêter leurs services, spécialement pendant les périodes de récolte, aux milieux ruraux, manifestent l'étroite solidarité de la ville et de la campagne, et en même temps apprennent, en vivant avec eux, les caractéristiques d'existence, les besoins, les souffrances et le travail des paysans.

Très nombreuses sont les équipes de militants de la Phalange Espagnole Traditionnaliste qui ont parcouru les campagnes en rendant ce service fraternel, et les avantages obtenus sont dès lors évidents. On ne doit pas oublier que la femme a apporté à cette œuvre sociale sa collaboration volontaire.

Une autre grande préoccupation sociale agraire en Espagne, c'est de transformer, dans la mesure du possible, le système de culture des grands domaines, qui sévit dans certaines régions, en créant de petits propriétaires ou fermiers, ainsi garantis non seulement de ne pas manquer de travail, mais encore de voir ce travail compensé par la récolte, à leur propre bénéfice, des cultures entreprises par eux. Comme cas concret de l'application de ce système, citons celui qui est dû à l'initiative personnelle du général Queipo de Llano,

Les malheureux « gouvernementaux » privés de tout cheptel envieraient ce beau troupeau.

dans un grand domaine des environs de Séville, la ferme de Gamboga, acquise par le général lui-même dans ce but. Il y a investi le capital d'une donation considérable qu'on lui avait faite pour son usage personnel, ayant estimé opportun — pour donner un exemple de la signification sociale du mouvement national espagnol — de le consacrer à cette très considérable œuvre agraire.

D'importantes dispositions ont été prises, grâce auxquelles, dans l'ordre économique d'abord, et dans l'ordre social ensuite, la renaissance de la vie agraire a commencé.

C'est du décret-loi du 23 août 1937, et du règlement pour son application, que date la transformation totale de l'économie et de la

communaux et en général sur les crédits agraires, que l'on a promulgués coup sur coup. Ce n'est pas en vain que le général Franco a expressément manifesté le désir de voir s'instaurer un important système de crédit agricole (qui engloberait aussi la petite industrie des pêcheries), qui n'a pas encore été complètement mis sur pied, mais qu'on a néanmoins commencé d'établir, par ces dispositions sur le régime du crédit pour l'agriculture.

En ce qui concerne l'octroi de crédits aux cultivateurs, le décret du 30 septembre 1936, destiné, suivant l'expression de son propre texte, à porter une aide économique aux agriculteurs, est d'une importance particulière.

Par ce décret, la Banque d'Espagne a reçu l'ordre — pour le compte de la Trésorerie — d'accorder des secours financiers, remboursables, aux agriculteurs, jusqu'à la somme de 60 millions de pesetas. Comme, en même temps, beaucoup d'autres établissements de crédit, de ca-

a permis d'éviter toute vente forcée ou précipitée des récoltes, ce qui entraîne de grands avantages aux points de vue économique et social.

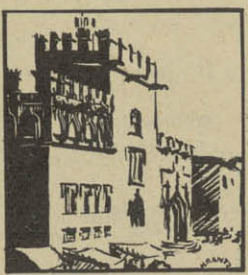


Fraternité de la ville et des champs. Journée de vendanges.



Sur l'aire, une paysanne travaille.

L'Espagne dans le monde



Aucun grand pays n'a l'esprit aussi réellement pacifique que l'Espagne. L'amour de la paix s'exprime surabondamment dans le monde actuel, mais il est trop souvent purement verbal ; parfois il n'est qu'une forme plus décente de la peur ; et parfois il n'est qu'une feinte mise au service de desseins guerriers. En Espagne, il est réel, et cette réalité tient à deux causes : d'abord le profond humanisme de la civilisation espagnole, ensuite l'heureux concours de circonstances qui peu à peu, et non sans de douloureuses épreuves, a mis l'Espagne à l'écart de toutes les causes de conflits internationaux.

Or, malgré cette situation privilégiée, certains problèmes d'ordre international restaient posés d'une façon plus ou moins douloureuse pour l'Espagne. On peut les énumérer ainsi : le problème territorial et maritime de Gibraltar, — le problème du bon voisinage hispano-lusitanien, — le problème des relations avec toute la grande famille des nations hispaniques, — enfin, dominant tous les autres, celui du prestige international de l'Espagne. Examinons successivement ces problèmes. L'usurpation de Gibraltar par l'Angleterre reste une cruelle blessure pour le patriotisme espagnol, mais elle a cessé d'être une menace pour l'Espagne et une diminution de la puissance internationale de l'Espagne. Dans les conditions actuelles de l'armement (artillerie, aviation, rayon d'action des sous-marins), l'Espagne, même sans Gibraltar, est maîtresse du détroit, et l'Angleterre, même avec Gibraltar, en a perdu la maîtrise. La route impériale des Indes, devenue si précieuse dans le canal de Sicile et aux deux extrémités de la Mer Rouge l'est davantage encore à Gibraltar, et l'Angleterre ne ferait plus un sacrifice réel, en appliquant le principe qu'elle proclame avec tant d'énergie et qu'elle est seule jusqu'ici à violer, de l'intégrité territoriale de l'Espagne, si elle restituait Gibraltar à ses légitimes possesseurs. Elle aurait pu y maintenir un reste de puissance à deux conditions : la première, que l'Espagne restât désarmée et sans expérience de la guerre moderne, la seconde qu'elle fût en opposition avec une Italie alliée de l'Angleterre. La politique anglaise a agi comme si elle s'était proposée de rendre ces deux conditions irréalisables. Aujourd'hui, l'Espagne est armée, elle sait faire la guerre et elle est l'alliée de l'Italie. Gibraltar, qui était une faiblesse pour l'Espagne en est une désormais pour l'Angleterre.

Sur les relations hispano-lusitaniennes un malaise pesait depuis si longtemps qu'il semblait irrémédiable. En dépit de vaines manifestations oratoires, les deux nations ne s'aimaient guère, elle se défiait l'une et l'autre, la défiance étant surtout profonde chez le Portugal, plus faible. Pourtant, la péninsule avait été assez grande pour les deux nationalités ibériques et le Nouveau Monde assez grand pour leurs deux Empires. Le Portugal avait montré à l'Espagne la voie glorieuse des découvertes ; les civilisations des deux pays, l'une et l'autre d'une si haute spiritualité, se complètent sans aucun antagonisme. Mais, dans les temps modernes, les ennemis de l'une des deux nations ont toujours cherché un point d'appui chez l'autre et ont attisé les rivalités.

Or, que voyons-nous aujourd'hui ? Une fois encore, comme au temps de la Renaissance, le Portugal a montré la voie à l'Espagne, une voie qui ne conduit à aucune rivalité. Sous la conduite d'un très grand homme d'Etat, le Portugal s'est affranchi de l'emprise de la révolution matérialiste. Mais il est évident que son héroïque effort aurait été brisé, si la révolution vaincue chez lui avait pu se rendre maîtresse de l'Espagne ; la révolution faite en Espagne était dirigée, autant que contre l'Espagne, contre le Portugal (et contre l'Italie). L'héroïsme de l'Espagne permet à celui du Portugal de porter tous ses fruits. Réciproquement, si l'Espagne avait eu en 1936-1937 pour voisin un Portugal révolutionnaire et hostile, sa libération eût rencontré des obstacles peut-être insurmontables et, en tout cas, elle eût coûté beaucoup plus de sacrifices.

Ainsi, à la place des vains discours et des manifestations d'autrefois, qui n'avaient jamais réussi à faire disparaître le malaise hispano-portugais, nous voyons des actes d'énergie et de raison, et chacune des deux nations a pu se rendre compte que sans l'autre, elle n'aurait pu opérer son propre salut : c'est la définition même de la solidarité, et la garantie la plus sûre d'une sincère amitié.

La guerre de libération n'a pas un effet moins bienfaisant sur les relations hispano-américaines. Ici encore, les manifestations et les discours superficiels ont longtemps prétendu, vainement, remplacer les solides liens d'affection qu'une plus longue histoire avait su préparer. Si jamais colonisation a été humaine et a conduit directement à l'émancipation et à l'indépendance des peuples colonisés, c'est celle de l'Espagne. Comment a-t-il pu se faire que l'émancipation apparût comme un renversement de l'évolution commencée, comme la revanche d'une oppression, comme une rupture ? C'est que l'émancipation s'est faite révolutionnairement, et dans la confusion ; on sait aujourd'hui que l'Espagne contre laquelle se levèrent la plupart des révoltes était l'Espagne napoléonienne, qui leur apparaissait comme contaminée par les idées et par les institutions révolutionnaires françaises. L'Angleterre, pour le profit de son commerce, exploita ce fructueux malentendu, et l'émancipation se fit dans un trouble profond des idées, avant que les nations de l'Amérique ne fussent parvenues à leur pleine maturité politique. Un siècle de guerres civiles et de révolutions en a été la suite.

La guerre actuelle met fin à cette période néfaste. Elle met en évidence la banqueroute de la révolution, qui aboutit à un matérialisme destructeur, incompatible avec la

Stakhanovisme ou esclavage moderne



Nombreuses et sans arrêt, les nouvelles de presse sur les fusillades de suspects ont remplacé depuis quelque temps les notes de propagande sur les beautés du régime soviétique, grâce à quoi les bolcheviks exploitaient la crédulité des masses populaires dans toutes les parties du monde.

La propagande employa d'abord les photographies : il lui fallut modifier sa méthode quand trop de gens se furent aperçus que ces photographies reproduisaient bien souvent des monuments du temps des tzars ou des projets qui n'existaient que dans l'imagination de leurs auteurs. C'est exactement ce qui est arrivé pour les statistiques utilisées en abondance comme moyen de propagande. Certaines d'entre elles, surtout celles qui concernent l'accroissement inusité de la population soviétique, ont fini par impressionner les gens intelligents. Eh bien ! tout récemment, une décision du *Sonarkom* (conseil des commissaires du Peuple) a annulé le recensement pansoviétique du 6 janvier 1937, qu'on avait mis tant de temps, et au prix d'un énorme effort, à établir, avec la collaboration de plus d'un million de personnes, en avouant qu'on avait, dans sa confection, enfreint les règles les plus élémentaires de la science statistique, ce qui reconnaissait implicitement que toute la propagande basée sur cette prétendue augmentation démographique, comme preuve du bien-être des peuples de l'U. R. S. S., reposait sur une pure fantaisie.

Mais il existe un autre aspect des choses, c'est celui qui concerne le régime du travail. En 1935-1936, la propagande soviétique insista sur le succès croissant de l'émulation socialiste par rapport à l'échec du « bénéfice capitaliste », comme encouragement au travail et stimulant de la production.

Stakhanov, mineur du bassin houiller du Donetz, avait extraordinairement augmenté son extraction de charbon. On lui décerna l'Ordre de Lénine ; on créa un groupe de stakhanovistes, on ouvrit des écoles spéciales. Tout le service de propagande, toute la pression de l'autorité, concentrèrent leur effort sur l'augmentation du rendement individuel de l'ouvrier. Suivant l'usage bolchevik, on présenta les rêves et les projets comme de splendides réalités. Quel en fut le résultat ? Deux années d'expériences permettent de se faire une opinion.

On se basa d'abord surtout sur les pourcentages et les statistiques : les chiffres servaient à de véritables tours de prestidigitation, et cette mode dura jusqu'au jour où les observateurs découvrirent la combinaison et démontrèrent irréfutablement le ridicule et le mensonge de ces calculs. Ainsi, par exemple, Sir Walter Citrine, le leader travailliste anglais, a expliqué, sans que personne ait osé le contredire, le cas suivant : Au moyen de chiffres, les propagandistes bolcheviks ont établi qu'un maçon stakhanoviste est arrivé à placer, en sept heures, 25.000 briques ! ! !... Alors que, suivant lui, Citrine, les meilleurs maçons de Londres n'arrivent pas à en placer 1.000...

La propagande pour l'augmentation de la production, grâce à ce stimulant socialiste, masquait une mesure de politique économique des plus vulgaires, et fort impopulaire chez les ouvriers : la généralisation du « forfait » comme système de salaire. Mais d'un forfait à prix unitaires, calculé de manière que seul un nombre très réduit d'ouvriers peut gagner un salaire moyen décent.

Hélas, ce fameux stakhanovisme, loin de corriger quoi que ce fût, a, au contraire, rendu plus manifeste la misère du peuple russe.

Le salaire d'un manoeuvre, à Moscou, est de 150 roubles par mois, desquels il faut décompter 20 % à titre d'impôts, cotisations obligatoires, souscriptions forcées, emprunts. Reste 120, soit quatre roubles par jour. Le pain vaut 1 rouble 40 le kilog. Le salaire d'un manoeuvre, traduit en pain, vaut donc 2 kilos 8. Si nous faisons le même calcul pour notre pays, et que nous prenions comme base un salaire mensuel de 180 pesetas et le kilog de pain à 0,65 peseta, nous arrivons à cette conclusion que le manoeuvre espagnol touche un salaire de 9 k. 2 de pain, c'est-à-dire trois fois celui de son camarade russe.

Pour acheter une paire des plus mauvaises chaussures, l'ouvrier russe doit travailler cinquante jours ; pour le costume de la pire qualité, trois mois.

Nous trouvons, dans une publication française de gauche, parue récemment, cette comparaison : Pour acheter un lit de fer, un ouvrier français doit travailler de 20 à 27 heures ; un ouvrier russe de 23 à 71 heures et une ouvrière russe de 108 à 332 heures.

Bref l'échec est officiellement reconnu : le stakhanovisme a obtenu une augmentation de production de 10 % au prix d'une augmentation de salaires de 32 %. En d'autres termes, le salaire a moins de valeur d'acquisition qu'auparavant. Mais, par contre, il s'est formé en Russie une nouvelle classe de privilégiés : les profiteurs du stakhanovisme, les falsificateurs des statistiques de rendement, les tricheurs, les protégés... Tous ces gens constituent une très petite minorité qui est arrivée, en augmentant la misère générale, à toucher des salaires équivalant à la moitié de ce que gagne un manoeuvre anglais !...

Pis encore : ce que rappelait un journal libéral, *The Manchester Guardian*.

Non seulement l'ouvrier russe a perdu tout contrôle sur la valeur réelle de son salaire, mais encore il est privé de la liberté de ses mouvements de façon absolue. Il doit vivre et travailler là où on le lui commande.

Si nous nous souvenons, d'une part, que les rares grands travaux accomplis par la Russie soviétique, comme le canal du Don à la Volga et le canal de Léninegrad à la mer Blanche, ont été exécutés par des prisonniers politiques et de droit commun ; et, d'autre part, que l'excédent de population est transporté dans les régions les plus inhospitalières de la Sibirie, sous prétexte d'une colonisation intérieure, à laquelle, d'ailleurs, on n'a jamais travaillé, nous comprendrons que l'affirmation bolchevique qu'il y a là-bas du travail pour tout le monde ne résiste pas au plus indulgent examen.

En quoi cet état de choses se distingue-t-il du régime de l'esclavage ? se demande le journal anglais. En rien ! pourrions répondre les Espagnols, victimes en ce moment du poison spirituel et de l'ingérence matérielle des bolcheviks.

D'un côté, il y a la Russie, avec sa tyrannie ; son régime de travail équivalant à l'esclavage ; ses salaires de misère, d'une misère croissant jusqu'à l'innommable, ses sacrifices imposés, de plus en plus durs et de plus en plus inutiles ; sa dégradation intégrale de la personnalité humaine.

De l'autre côté, la nouvelle Espagne, avec son système d'autorité et de discipline, qui encourage la libre expansion de toutes les valeurs humaines et grâce auquel l'héroïsme et les sacrifices d'aujourd'hui deviendront la grandeur et la prospérité de demain. — V.

OCCIDENT

Paraît les 10 et 25 de chaque mois. Le numéro : 0 fr. 75. L'abonnement par trimestre : Paris, départements et colonies 4 fr. 50 ; étranger : pays accordant une réduction de 50 % sur les tarifs postaux : 6 fr. 75 ; autres pays : 9 francs.

Pilar Primo de RIVERA symbole et présence du frère absent



Dans ce simple bureau, Pilar Primo de Rivera travaille de longues heures chaque jour.

Près de 400.000 femmes sont militantes de la F.E.T. 10.000 travaillent comme infirmières dans les hôpitaux

Pour arriver au bureau de Pilar Primo de Rivera, il m'a fallu passer par de grandes galeries, par d'interminables corridors inondés de lumière. Pièces toutes blanches aux meubles de couleurs claires. Fini, l'air sombre et rébarbatif de la vieille bureaucratie. Une atmosphère juvénile baigne tout l'édifice du Secrétariat Politique de la F.E.T., et rend le travail chose joyeuse. La jeunesse — uniformes bleus, dix heures de travail, service et discipline — s'encadre ici dans une nouvelle milice aux héros anonymes.

Pilar Primo de Rivera, exemple de sympathie et de tendresse, dirige un nouveau secteur de ce dur front de combat. Celui de la Délégation féminine de la Phalange Espagnole Traditionnaliste, dont chacune des journées constitue une victoire de plus pour la consolidation de l'Etat naissant.

— Pilar (j'engage ainsi le dialogue), je voudrais que tu parles pour nos lecteurs du service assumé par la femme dans le nouvel Etat.

Un temps. Mon interlocutrice ne se décide pas à répondre. Un fond de modestie naturelle lui rend difficile d'accéder à ma demande. Elle ne l'avoue pas, mais je la devine à son hésitation. Il semble que ses regards n'arrivent pas à dissimuler cette pensée : « Pourquoi justement moi ? » Cette question qu'elle s'adresse en silence, je la lis dans ses yeux, et j'insiste :

— Mais oui, c'est à toi de me parler de ça !... Elle ne peut réprimer un geste d'étonnement. C'est sans doute qu'elle ne sait pas combien de sympathie (et d'affection aussi, de vénération), sa personnalité éveille chez ceux qui assistent avec une ferveur patriotique à la genèse du nouvel Etat. Elle joue aujourd'hui le rôle d'un symbole, d'un exemple à imiter. Sa présence, évoquant la douloureuse absence de son frère, le fait revivre. Son travail — silencieux labeur quotidien pour l'accomplissement d'une tâche de plus en



Milice et discipline. « Flechas » féminines au service de l'Espagne.

plus féconde — est un modèle d'austérité et de simplicité pour toutes les femmes de l'Espagne.

Quelques instants de silence. Sur une pile de livres un portrait de José Antonio préside à notre entretien. Son souvenir va lui donner une valeur lyrique d'évocation constante, que nous n'avouerons pas, mais qui imprégnera en secret, si l'on peut dire, chaque mot de notre conversation.

Les affiliées de la F.E.T. et leur nombre

— Le nombre des jeunes filles, militantes à la F.E.T., commence Pilar, dépasse 400.000. Là-dessus, 12.000 au moins travaillent au « Secours Social ». Et 120.000 sont des « Flechas ». Au Conseil de Ségovie, on a étudié les questions relatives à la collaboration du travail de la femme à la vie de l'Etat. Il est aujourd'hui présent dans les hôpitaux, parce qu'il accomplit une mission de guerre. Demain, il contribuera à la consolidation de la paix, en apportant son esprit de charité et de tendresse aux foyers en proie à la douleur et à l'adversité. Le désir de notre chef, qu'il n'y ait pas un foyer sans lumière ni une table sans pain, nous l'avons fidèlement réalisé. Les enfants pauvres ou abandonnés viennent dans nos refectories. Les cuisines de fraternité portent à domicile des repas chauds. Nous ne voulons pas séparer l'enfant de la tiédeur de son foyer. Au contraire, tout notre travail tend à exalter la famille, à rendre le foyer plus confortable, plus accueillant, plus gai. Les marxistes tentent d'arracher au cerveau des enfants l'idée de Dieu, à leur cœur les sentiments d'amour et de respect envers leurs parents. Nous nous efforçons de développer chez les petits que nous pouvons toucher un sentiment de la religion et de la famille, qui garantisse une vie faite pour contribuer à la paix de l'avenir.

La Femme devant la douleur

« Aujourd'hui, reprend la déléguée nationale de la Phalange, la femme s'est imposée avec joie la mission de partager, avec ceux qui combattent, la douleur de la guerre. Plus de 10.000 affiliées prêtent, en ce moment, comme infirmières, leurs soins à nos soldats blessés. Dans les villes reconquises, les jeunes filles de la Pha-

lange entrent avec les premières troupes. Elles apportent des vivres, des médicaments, des équipements de secours. Et ceux qui, auparavant, combattaient contre nos frères, reçoivent de ces jeunes filles non pas un geste de haine, mais des morceaux de pain blanc et des paroles de compassion.

Prestation du Service social

— La prestation du Service social fonctionne-t-elle déjà ?

— Dans cette institution, je ne suis chargée que de la culture politique. Mercedes Sanz pourra te répondre mieux que moi. Tout ce que je puis savoir de cette question, c'est par où elle passe. Chacune de nos sections travaille, dans l'unité naturelle de l'ensemble, en toute indépendance. C'est pourquoi la déléguée du Secours social te donnera les renseignements concrets avec le plus d'exactitude.

Je vois qu'une raison de délicatesse (autre qualité de mon interlocutrice), l'empêche de répondre à son aise à mes questions. Au risque d'être indiscret moi-même, je reviens à la charge.

— Mais ne sais-tu pas, du moins, quand commencera de fonctionner le Service, et quelle est sa durée ?

— Probablement en mars. Sa durée est de six mois, répartis au gré de chacune. Mais forcément les jeunes filles en devront passer deux dans la réclusion d'un campement-foyer. Ainsi satisférons-nous un désir de formation spirituelle et humaine. Là, la femme apprendra la puériculture et l'économie domestique. Elle se perfectionnera dans les travaux manuels, qui plus tard lui seront bien utiles à son foyer. On m'a dit qu'on avait reçu, à Valladolid, des demandes par milliers, pour ces travaux.

— Est-ce que l'on tient compte des aptitudes de chaque candidate ?

— Oui, et dès maintenant, dans sa demande, elle doit mentionner les connaissances qu'elle possède et ses titres universitaires. C'est-à-dire que chacune rendra des services adéquats, aussi bien les étudiantes en médecine ou en architecture, que les cuisinières de profession, ou les fabricantes de nattes, de paniers ou de poteries.

Mission de la femme dans le nouvel Etat

De combien d'institutions la femme peut-elle maintenant faire partie ?

— De toutes celles du Secours social, c'est-à-dire des refectories d'hiver, des cuisines de fraternité, des lingeries, des garderies, des foyers pour orphelins, des colonies enfantines, de la fiche bleue et des jardins maternels. Elle remplace en outre les hommes dans les bureaux, et travaille aux lavoirs et aux infirmeries. La fraternité de la ville et de la campagne permet aujourd'hui à la femme d'examiner de près le problème de notre vie rurale, dont elle ne connaît rien jusqu'ici. Ainsi la prépare-t-on à intervenir dans la vie de l'Etat futur.

— Comment vois-tu cette intervention ? Elle apportera plus de cordialité à nos vieilles et froides institutions politiques. Elle seule pourra donner quelque chaleur humaine au dur mécanisme de l'Etat.

Une génération heureuse

« Nous travaillerons, pour notre part, à ce que les enfants d'aujourd'hui deviennent une génération heureuse. Nous voulons que la vie soit belle et forte. Les enfants qui subissent la faim et le froid dans leurs premières années deviennent aisément, dans leur jeunesse, des germes de haine et de rébellion. Leur rancune contre la société en fait autant d'inadaptés et de mécontents. Mais si la paix et la joie règnent véritablement au foyer, le peuple finit par être heureux. Les enfants qui nous entourent aujourd'hui seront demain des hommes sains, d'esprit pur, religieux de cœur, et rendus vigoureux par le sport.

Un nouveau silence. Comme l'heure va sonner de la fin de notre entretien, je me rappelle le mot prononcé un jour par José Antonio : « Si l'homme est égoïste, la femme représente l'abnégation. » Aujourd'hui, devant la figure de sa sœur — beauté et jeunesse dans le cadre du sacrifice continu — j'ai pu vérifier la profonde vérité de cette parole. Car, nouveau style de féminité, Pilar Primo de Rivera est, avant tout, un modèle vivant de renoncement et de vertu.

Pedro de la MOK

Un des lieux de la péninsule où l'Espagne a défendu héroïquement la civilisation occidentale : Albarracín, près de Teruel.

tradition spirituelle de l'hispanisme, si robustement créatrice. A l'exception d'une seule, qui a payé cette faiblesse d'une déchéance provisoire mais profonde, les nations espagnoles de l'Amérique ont su se défendre contre cet ultime effort de la révolution, mais les intrigues soviétiques n'ont pas encore cessé chez elles et la victoire de l'Espagne leur apparaît aujourd'hui non comme une menace, mais comme une garantie pour leur indépendance : l'Espagne continue de sauvegarder la civilisation de l'empire dont elle n'a plus les profits, et en reprenant toute sa dignité de mère-patrie, elle reconquiert le plus grand élément de son prestige dans le monde.

Ce n'est pas faire preuve d'esprit positif que d'affecter de mépriser la question de prestige. Surtout, quand une nation a le passé glorieux de l'Espagne, il est essentiel pour le maintien du patriotisme et de l'esprit civique qu'elle ne donne pas l'impression d'avoir dégénéré.

Or, l'Espagne apparaît aujourd'hui, selon une formule très juste, comme le rempart de la civilisation occidentale. Ce n'est pas seulement au Portugal et aux nations qu'elle a créées en Amérique qu'elle rend service, mais à toutes les nations civilisées, même si quelques-unes de celles-ci ne veulent pas le reconnaître.

Le prestige de l'Espagne s'affirme d'autant plus grand, d'autant mieux rénové que le rôle de cette nation n'est pas épuisé par le succès décisif qu'elle remporte contre la révolution.

Le monde affranchi de la menace du matérialisme révolutionnaire continue d'exister et n'en ira que mieux. Beaucoup de causes de guerres disparaîtront du seul fait de la banqueroute révolutionnaire, mais les rivalités continueront entre nations et groupes de nations. Or, si l'on veut bien jeter un coup d'œil sur la carte politique et morale du monde, on constatera que l'Espagne reste à l'écart des principales causes de conflit, et que sa victoire consolide cet état pacifique que le soviétisme avait failli compromettre à jamais. Sans avoir à projeter de participation dans des aventures guerrières, l'Espagne est dans une situation telle vis-à-vis des autres grandes nations qu'elle peut beaucoup plus facilement se passer de leur amitié que celles-ci ne peuvent se passer de l'amitié espagnole. Il serait facile de le démontrer avec quelque détail, comme il serait facile de faire voir en quoi la victoire dont nous venons de montrer les effets sur la situation internationale de l'Espagne influe non moins heureusement sur la solution de ses problèmes d'ordre social et d'ordre politique (problème des institutions). Qu'il nous suffise d'observer, en conclusion, qu'il n'y a pas de solution saine et durable des problèmes d'ordre social et d'ordre politique sans cette condition primordiale, aujourd'hui réalisée : l'indépendance nationale.

M. LEGENDRE.

UN ÉTAT
UN GOUVERNEMENT
UNE MISSION

NÉCESSITÉ DE CRÉER UN ÉTAT

Deux fois, on a vu l'Espagne contemporaine dans la nécessité de créer un Etat, quoique le phénomène se soit produit dans des conditions si différentes qu'elles ont amené des résultats totalement opposés. C'est d'abord quand Napoléon chassa Ferdinand VII du trône d'Espagne, et il est clair (étant donné le caractère patriarcal de cette Monarchie) que toutes les institutions devaient se ressentir de cet enlèvement. Depuis les Municipalités jusqu'à l'organisme suprême qu'il fallut improviser, — la Junte centrale, Conseil de régence —



Don Juan Antonio Suances, ministre de l'Industrie et du Commerce.

en passant par les Juntas provinciales, tous les efforts durent s'employer à fabriquer, à toute vitesse, un régime qui dissimulât le vide ainsi produit d'une façon dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

L'autre cas où l'Espagne s'est sentie privée de son Etat, c'est quand le Front populaire, ayant pris d'assaut le pouvoir, fit le vide autour des vestiges disqualifiés de la République, un vide juridique absolu. Le peuple espagnol, s'identifiant avec son armée, détruisit le régime de droit qu'usurpaient quelques scélérats et, au cours même de la guerre, dut se refaire l'Etat qu'il avait perdu, dans le désir de lui infuser une vie nouvelle et meilleure.

DE LA PRIMITIVE JUNTE
DE DÉFENSE NATIONALE A LA PROCLAMATION
DE L'ÉTAT

A peine le mouvement sauveur de l'Espagne eut-il commencé — exactement le 24 juillet 1936 — on pourvut à la nécessité urgente de donner au pays un orga-



Le ministre des Finances, Don Andrés Amado.

anisme de commandement, supérieur et total, en constituant « une Junte de Défense nationale qui assume tous les pouvoirs de l'Etat et qui représente légitimement le pays devant les puissances étrangères », suivant le texte de l'article premier du Décret promulgué à cette occasion. Cette mesure répondait à une exigence purement provisoire, conditionnée, en raison même de sa hâte, par les vicissitudes du conflit armé ; et il fallut recourir à une initiative de portée beaucoup plus grande, quand les succès militaires de cette première phase de la guerre déterminèrent la jonction des deux armées du Nord et du Sud, en donnant au territoire libéré une extension et une continuité qui auguraient déjà de la victoire définitive. Mais il ne s'agissait pas d'une conquête simplement matérielle, il s'agissait d'exercer, dans les zones récupérées, l'autorité d'un Etat proprement dit. Le territoire sur lequel flottait le drapeau de l'Espagne renaissante impliquait une population en ordre, une loi civile, l'administration de



Don Alphonso de la Pena, ministre des Travaux publics.

la justice, la perception des impôts, un réseau de communications et toutes sortes de services publics, un régime de la production et du travail. Le nouvel Etat espagnol naissait donc à la manière naturelle des grandes créations historiques, comme aux temps anciens, grâce à la poussée d'une aspiration collective et à l'autorité d'un homme prédestiné. De sorte que le *Journal officiel* de Burgos, invoquant « le véritable sentiment national », ne fit que consacrer une réalité vivante lorsqu'il dressa, sur le pavois du mémorable décret du 29 septembre 1936, le général Franco,



Le général don Francisco Gomez Jordana, vice-président du gouvernement et ministre des Affaires étrangères.

« chef du Gouvernement de l'Etat espagnol ».

LES COMMISSIONS TECHNIQUES
EBAUCHE DU GOUVERNEMENT

« Des raisons de toutes sortes — disait le décret précité — prouvent la nécessité de concentrer en un seul Pouvoir tous ceux qui doivent conduire à la victoire finale et à l'établissement, à la consolidation et au développement du nouvel Etat, avec l'assistance fervente de la Nation. » Mais le sommet de l'Etat devait achever comme il convient la hiérarchie graduelle des divers services qui constituent ledit Etat, dont le corps visible et organique est l'Administration publique. A cette fin, fut promulguée la loi du 1^{er} octobre suivant, par laquelle on créa la Junte technique de l'Etat, composée de sept sections respectivement consacrées à autant de branches fondamentales de la vie administrative, en



Don Ramon Serrano Suner, ministre de l'Intérieur.

créant, en même temps, la charge de gouverneur général, le secrétariat des Affaires étrangères et le secrétariat général du Chef de l'Etat : mécanisme qui, toujours conçu d'après les besoins du moment, a fonctionné avec une indiscutable efficacité jusqu'à ce que l'expansion notoire de l'Espagne libérée et l'accroissement successif de ses multiples attributions de tout ordre confirmèrent le chef dans son dessein de constituer un Gouvernement avec tous les attributs d'unité, d'autorité et de permanence qui sont le propre de ce genre d'institutions. On comprend donc aisément, d'un point de vue que l'on pourrait appeler politique — si l'on donne à ce mot son sens le plus exact et le plus élevé — que la création du nouveau Gouvernement marque un degré de plénitude et de sûreté dans la marche militaire et civile de notre croisade. L'Espagne se donne sa loi, au milieu du tumulte des combats, parce



Le général Davila, ministre de la Défense nationale.

qu'elle se sent déjà prête à cueillir le laurier suprême, et pour que l'authenticité de ses institutions, créées avec le sang et l'esprit, apparaisse au monde dans la perfection de son équilibre et établisse un gouvernement sous les formes qui caractérisent tout régime arrivé à maturité.

LOI DU 30 JANVIER 1938

A cet effet, la pensée à quoi répond essentiellement la loi du 30 janvier dernier, en créant les ministères qui doivent régir le nouvel Etat espagnol, est un plan parfait par sa prévoyance, sa portée et sa sagesse. Les raisons qui ont pesé sur la décision du chef sont énumérées avec une sobriété persuasive dans un préambule adéquat, sans perdre de vue deux circonstances que nous estimons fondamentales. En premier lieu, l'unification des forces nationales dans la phalange espagnole traditionnelle et des J. O. N. S., qui, en éliminant la politique de parti, a fait que l'identification dans le nouveau régime de tant de vertus intactes, que l'accession point gâtée par des idées étrangères à la capacité personnelle et à la préparation technique. C'est ainsi que le nouveau Gouvernement est composé, sous la présidence du chef de l'Etat, de onze hommes irréprochables à tous points de vue, aussi parfaits par leur intelligence que résolus dans leur cœur à n'obéir qu'à la stimulation de leur devoir. Tant d'années de gouvernements et de pseudo-gouvernements, usés au service



Don Pedro Sainz Rodriguez, ministre de l'Education nationale.

de toutes les folies, font aujourd'hui ressortir, en un contraste édifant, la pureté de quelques hommes dont on pourra juger le labeur à ce creuset sans artifice ni convention d'aucune sorte qu'est notre guerre de salut national. Le nouveau Gouvernement : voilà un collaborateur décisif à l'œuvre du chef. Le champ de bataille opère sur beaucoup de plans : mainte victoire nous est réservée sur celui de la gestion ministérielle.

VERS DES PERFECTIONNEMENTS ULTÉRIEURS

L'autre circonstance dont nous avons parlé est mentionnée avec sagacité dans ce texte légal : « L'organisation que l'on met au point restera constamment soumise à l'influence du Mouvement national. » Cette pensée exprime le sens le plus délicatement réaliste, et résulte de l'expérience que l'Espagne accomplit dans la réalité profonde de sa chair et de son âme. Le travail que le Gouvernement s'appête à entreprendre a besoin d'une issue : elle lui est ouverte. Mais il faut que les énergies nationales s'y engagent elles aussi, dans un désir de perfectionnement futur.

PROJETS ET TACHES DU GOUVERNEMENT

Faisant justement allusion au Mouvement national, le préambule de la loi qui instaure le gouvernement dit que « l'Ad-

NAISSANCE
DU
NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le nouveau gouvernement de l'Espagne naît au milieu du fracas d'une guerre de reconquête et de revendication nationale. Mais ce gouvernement, qui se constitue aujourd'hui autour de la grande figure du chef des armées nationales, est un gouvernement qui, tout en se consacrant de préférence à la guerre, ne laissera pas de travailler intensément à réaliser la plus grande prospérité présente et future du pays.

L'armée : les héroïques soldats de l'Espagne et leurs chefs, conjointement avec les milices volontaires aguerris du Mouvement national, conquièrent chaque jour le sol de notre patrie dans une lutte victorieuse, dont le monde ne comprendra bien la pathétique grandeur que le jour où la froide perspective de l'Histoire, débarrassant les faits et les incidents du poids affectif qui offusque la netteté de sa vision montrera dans son exactitude le spectacle héroïque de l'authentique Espagne actuelle. C'est-à-dire un peuple qui sait combattre et mourir pour sauvegarder, dans les moments difficiles d'un présent qui lui semblait odieux, le capital historique et traditionnel de l'intégrité et de la dignité de sa patrie, en dressant contre une politique néfaste de doctrines exotiques et d'influences étrangères, l'idéal toujours vivant de la grandeur nationale et de jadis.

Dans la vie civile, qu'avec une confiance aveugle en la destinée de l'Espagne le gouvernement organise aujourd'hui, il ne peut y avoir d'inspiration plus juste ni de plus noble idéal que ceux que les soldats, combattant et mourant au front, ont marqués de leur sang et de leur héroïsme. Le gouvernement travaillera donc, de façon silencieuse mais féconde, suivant le sens et sous l'impulsion indiqués par les hommes qui reconquirent le sol de la patrie : pour la reconstruction, pour l'indépendance et pour la grandeur de l'Espagne.

Politique de reconstitution au dedans, qui est œuvre de paix : car, quoiqu'elle soit avant tout la conséquence des ruines de la guerre, elle répond aussi à l'intime conviction, si profondément éprouvée en cette période de combat, qu'on ne peut réaliser la grande œuvre du relèvement de l'Espagne que dans la paix et la concorde avec les autres nations.

Paix et dignité nationale. L'Espagne, dans cette guerre héroïque, revendique sa place de premier plan dans le monde, en appuyant cette volonté sur le témoignage irrécusable de sa glorieuse histoire.

Paix, concorde et respect mutuel au milieu des nations, pour que l'Espagne, en même temps que sa politique de reconstruction intérieure, puisse accomplir sa mission dans le monde, mission dont son histoire a été la vivante expression. Mission et relation avec le monde, qui proviennent des raisons physiques de sa position géographique : face à l'Amérique au croisement de l'Atlantique et de la Méditerranée, au carrefour des routes de la civilisation occidentale. Mission qui dérive des raisons morales d'affectueuse reconnaissance envers les nations amies qui, aux moments difficiles de l'épreuve actuelle, ont su montrer la fermeté de leur solidarité spirituelle avec l'Espagne. Mission répondant aux élans de fraternité historique envers la Nation qui partage avec elle le sol de la péninsule, le grand empire qui, sur sa route indépendante mais fraternelle, suit aujourd'hui un mouvement parallèle de reconstruction nationale. Mission enfin, qui provient de raisons ethniques et culturelles, car la véritable Espagne ne pourra jamais oublier les nations d'Amérique, qui lui sont unies par les liens du sang et de la langue et chez lesquelles, aujourd'hui, Espagnols et fils d'Espagnols attendent avec la même anxiété la décision de notre destin. Elle n'oubliera jamais non plus le pays musulman qui, avec sa noble reconnaissance et sa collaboration volontaire et active en ce moment actuel, présente au monde les résultats de la dernière grande entreprise civilisatrice de l'Espagne, d'accord avec d'autres nations qui, à l'époque, en assumèrent avec elle la charge.

Notre politique internationale est donc bien claire et explicite : paix, accord et respect mutuel au milieu des nations. Dignité nationale intacte et sans tache. Et la nouvelle Espagne, sous l'impulsion d'un noble idéal, revenant occuper sa place dans le monde, affirmant sa volonté d'aujourd'hui dans le cadre historique et impérial de sa grandeur d'autrefois.

Le gouvernement national de l'Espagne recueille ainsi l'esprit toujours vivant de ses héros et de ses morts.

FRANCISCO GOMEZ JORDANA,
vice-président du gouvernement,
ministre des Affaires étrangères.



Don Raimundo Fernandez Cuesta, ministre de l'Agriculture.

ministration du nouvel Etat doit être imprégnée de son esprit original, noble et désintéressé, austère et tenace, profondément et essentiellement espagnol. L'orientation une fois établie, il appartient au nouveau gouvernement de la suivre dans la pratique. Et, pour que tout le monde sache exactement quel sera ce travail, le gouvernement a défini sa première entreprise dans un message adressé au peuple espagnol, qui ne ressemble en aucune manière aux programmes de la vieille espèce politique. Pas d'idées en l'air, pas d'abstractions qui n'engagent à rien, mais des solutions concrètes aux problèmes de l'Espagne. Nettement expliqués, ils abondent dans ce document, où ce qui prévaut, c'est l'affirmation précise, sur telle ou telle question déterminée. Parmi toutes ces phrases, riches de sens, citons au moins celle-ci : « Il faut de même s'engager dans l'entreprise d'assainissement moral et matériel de tout le peuple espagnol... » Tout est contenu dans cette heureuse formule : le bien-être physique et la paix morale, la santé et la culture. Ce sont là des devoirs élémentaires, dont la République s'était débarrassée avec la plus parfaite désinvolture. L'Espagnol, en sa qualité d'être humain et de citoyen, ne représentait rien dans le régime que l'on vient de renverser. De là cette haine républicano-marxiste envers tout ce qui constitue une création historique ou une condition naturelle de la vie. Des ruines fumantes le proclament. ...Les Espagnols ruinés, et l'Espagne aussi ; ruinée la morale, la richesse, l'instruction, la justice, tout est ruiné. Il faut donc tout refaire, pour que l'Espagne se retrouve, il faut tout assainir. Et cette nécessité de



Don Severiano Martinez Anido, ministre de l'Ordre public.

guérir les organes blessés inspire toutes les phrases du « Message au peuple espagnol. » On assainira la production et le travail, par l'entente entre travailleurs, techniciens et entrepreneurs, en vertu des formules imposées par l'organisation national-syndicaliste.

On assainira la campagne, en combattant les maladies mortelles qui l'infestent, par une politique agraire tendant à redonner sa dignité à la vie du paysan, à revaloriser les produits de la terre, à perfectionner les systèmes de cultures, à instau-



Le comte de Rodezno, ministre de la Justice.

rer un système efficace de crédit, à distribuer la propriété rustique avec humanité et justice. On assainira la culture, au moyen de professeurs chargés d'extirper comme il convient les germes qui ont corrompu l'esprit national. On assainira la Presse, par le statut qui la mettra au service de la véritable Espagne. On assainira la pauvre vie municipale, grâce à une nouvelle structure qui rende possible ce bon gouvernement local, qui est d'une tradition séculaire dans le Droit public espagnol. On assainira l'administration de la Justice, restaurée dans sa noble mission, en la rendant incompatible avec la faiblesse et le despotisme. On rendra aussi à la fois religieuse son efficacité sociale et son droit à inspirer la spiritualité nationale. En un mot, la patrie retrouvera la sécurité de son destin et son essentielle et souveraine personnalité dans la sphère internationale...

Magnifique tâche, en vérité. Elle est digne de l'Armée qui en a rendu possible le projet, des gouvernants qui vont l'aborder et du peuple qui, sous toute espèce de formes, collaborera au travail de restauration qu'elle implique.



Le ministre de l'Organisation et de l'Action syndicale, Don Pedro Gonzalez Bueno.

LE PATRIMOINE DE L'ETAT ESPAGNOL



ONDARROA (Biscaye). Pont romain détruit par les rouges avant l'abandon du village.

OPINION D'UN FRANÇAIS

LE PROFESSEUR LE FUR et les problèmes de la guerre d'Espagne



Un des plus éminents juristes français, M. Louis Le Fur, professeur de Droit International public à l'Université de Paris, membre de l'Académie de Droit International de La Haye et président de l'Institut International philosophique de Droit et de Sociologie Juridique, a prononcé récemment plusieurs conférences (une, entre autres, à « L'Union Catholique d'Etudes Internationales ») et a surtout écrit et publié différentes études, toutes très documentées, sur les problèmes que pose la guerre civile espagnole. La « Revue de Droit International », fondée et dirigée par M. Geouffre de la Pradelle, a publié successivement les dernières et les plus importantes de ces études. « Les Editions Internationales » (47, rue St-André-des-Arts) sont en train de les éditer définitivement sous le titre : « La guerre d'Espagne et le Droit ».

L'intérêt avec lequel l'ouvrage de cette personnalité scientifique si distinguée a été accueilli dans les milieux académiques et diplomatiques s'explique, non seulement par la qualité et l'autorité de l'auteur, mais aussi par sa spécialisation dans les questions qui, comme la question espagnole actuelle, participent à la fois du Droit Constitutionnel et du Droit des Gens. Un article très documenté sur le droit de belligérance de l'armée du Généralissime, publié en décembre 1936 dans « La Revue politique et parlementaire » et qui constitue un argument d'un grand poids en faveur de la thèse si juste qu'il vient de développer plus longuement, nous avait déjà permis d'avoir un aperçu sur le travail actuel de M. Le Fur.

M. Le Fur, avec sa probité scientifique indiscutée, peut présenter au monde, avec autorité, la portée et le caractère de la guerre espagnole. Connaissant mieux que personne l'histoire, la culture et la politique de l'Espagne (une de ses premières œuvres fut son étude sur la guerre hispano-américaine de 1898 au point de vue du droit international public) il est un admirateur passionné des ouvrages des juristes classiques espagnols, ainsi qu'il l'a prouvé par le cours mémorable fait en 1935 à l'Université de Salamanque.

Ses mérites le placent à la tête des spécialistes les plus remarquables dans la science du Droit. Ses ouvrages sont innombrables et sont toujours consultés avec fruit par les juristes, les spécialistes du Droit international, et les politiciens. Mais le caractère le plus saillant de l'insigne professeur de l'Ecole de droit de la rue Cujas, c'est son intégrité morale, la fermeté de ses convictions, la netteté de sa conduite. On pourrait citer de nombreux cas qui le confirment au cours de sa longue et intense vie publique.

Au moment où l'Espagne et l'anti-Espagne sont aux prises dans une lutte sanglante, M. Le Fur, avec tout le prestige que lui confère sa carrière, s'est rangé nettement aux côtés de la véritable Espagne; il signe le « Manifeste des Intellectuels Français » et met son talent et sa compétence au service de la cause nationale espagnole en écrivant des pages lumineuses qui prouvent au monde sa légitimité et sa justice.

Dans son étude actuelle, le professeur Le Fur aborde plusieurs problèmes fondamentaux : certains, comme la légitimité de l'insurrection nationale contre un pouvoir illégal et tyrannique, touchent au Droit interne ; d'autres, au Droit International, comme lorsqu'il examine le caractère de cette insurrection, c'est-à-dire s'il y a ou non une véritable guerre qui doit être reconnue et considérée juridiquement comme telle, avec ses conséquences immédiates (le fait de la belligérance) et ultérieures (la reconnaissance du nouvel Etat). Il examine aussi tous les problèmes

fondamentaux : la neutralité, la non-intervention, le blocus, les zones de guerre, les intérêts étrangers, etc., et spécialement l'attitude de la Grande-Bretagne et de la France. Tous ces points se rapportent à une thèse principale : la légitimité du mouvement national, et du Gouvernement qui l'incarne et le soutient.

Voici quelques paragraphes de la fin de la première partie de l'étude du professeur Le Fur :

« Après tous ces faits et ces chiffres la conclusion s'impose : on ne peut pas qualifier de gouvernement régulier, légal et bien moins encore d'unique gouvernement légal, un gouvernement dont l'autorité, qui va toujours en diminuant, ne s'étend qu'à un tiers du pays qui se déclare lui-même en état de guerre contre plus de la moitié de la population — d'après les résultats mêmes des dernières élections — et qui emploie son autorité, dans les provinces où il est resté maître, à les ruiner de fond en comble, au point qu'il ne peut même plus assurer leur ravitaillement. Il fallait, sans doute, après la Russie soviétique, un nouvel exemple pour ouvrir les yeux des autres nations d'Europe et



Louis Le Fur, professeur de Droit International à l'Université de Paris.

leur montrer que, partout où il s'installe, le communisme marxiste entraîne après lui le désordre et la ruine générale. »

« On comprend après cela les jugements sévères portés contre ce gouvernement, aussi bien par les Espagnols que par les étrangers ; le jugement d'Unamuno, souvent cité : « Dans l'Espagne actuelle, il y a d'un côté la civilisation et de l'autre la barbarie », ou celui plus récent du Cardinal Verdier en réponse à la lettre collective des Evêques d'Espagne : « La lutte titanessque qui ensanglante le sol de la catholique Espagne est en réalité la lutte entre la civilisation chrétienne et la prétendue civilisation de l'athéisme soviétique. »

« On s'explique aussi la protestation du Général Franco à la Société des Nations, en mai 1937, où il dénonce au monde entier, non seulement l'illégalité mais l'illégitimité du soi-disant gouvernement rouge de Valence et réclame pour le gouvernement national le droit à être considéré comme représentant la nation espagnole. »

Dans la seconde partie de son travail, M. Le Fur traite des problèmes de Droit International proprement dit, spécialement de la nécessité impérieuse de la reconnaissance de la belligérance et de l'urgence pour les puissances

de reconnaître vite le nouvel Etat. Les précédents historiques et juridiques invoqués par le professeur Le Fur constituent un magistral résumé de la situation espagnole et des principes d'après lesquels elle doit être envisagée et résolue.

On peut assurer que cette partie de la monographie de M. Le Fur, pleine d'aperçus nouveaux et de réflexions remplies de clarté, aura un véritable retentissement dans les milieux scientifiques et politiques internationaux.

Après avoir montré par des raisons à l'appui que la soi-disant Espagne « gouvernementale » ne réunit aucune des conditions exigées internationalement pour être reconnue comme Etat, l'auteur constate que « le gouvernement Nationaliste, bien qu'en pleine guerre, arrive à maintenir dans la partie qu'il occupe un ordre qui frappe les étrangers qui ont pu faire la comparaison » et il ajoute : « Ce n'est plus seulement d'une reconnaissance de belligérance qu'il s'agit : un nombre de plus en plus grand d'Etats l'ont reconnu de jure ; l'Allemagne et l'Italie en 1936, le Vatican, le Japon et le Mandchoukouo en 1937, l'Autriche et la Hongrie au début de 1938. Le Portugal a été l'un des premiers à reconnaître le nouveau Gouvernement ; il est représenté à Burgos depuis 1936, mais pour des raisons politiques il s'est contenté d'une reconnaissance de facto. »

« Et nous avons vu qu'un nombre important d'autres Etats, sans se décider à faire ce pas décisif, ont nommé auprès du Général Franco des Consuls ou des représentants spéciaux, chargés de s'occuper des questions commerciales, de l'état civil des nationaux, et forcément en pratique, de beaucoup d'autres questions encore, de caractère beaucoup plus politique que commercial. Ces Etats sont déjà au nombre de neuf, dont huit Etats européens, ce qui, avec les cinq Etats qui ont déjà été jusqu'à la reconnaissance du gouvernement, fait qu'une moitié des Etats d'Europe sont dès maintenant en relation régulière avec les nationaux. »

« Et cela paraît bien être la sagesse même, surtout pour les pays qui, comme la France, ont besoin de certains produits qu'ils ne peuvent trouver que dans l'Espagne Nationaliste. Les Etats étrangers seront fatalement amenés à reconnaître un jour ou l'autre le Gouvernement National ; il sera évidemment préférable dans leur intérêt même, de ne pas tarder à le faire jusqu'à ce qu'il leur soit impossible d'agir autrement. Le Général Franco qui a coopéré avec la France à la pacification du Maroc a toujours déclaré qu'il avait pour elle une grande sympathie ; mieux vaut ne pas la mettre trop longtemps à l'épreuve et ne pas faire en sorte que la France, l'un des pays les plus intéressés à reconnaître le gouvernement d'un Etat limitrophe, soit la dernière à s'y résoudre. »

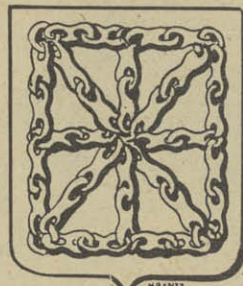
Voici maintenant l'opinion du professeur LE FUR sur les conséquences juridiques des desseins de Barcelone

La situation des tiers devant l'aliénation nationale.

« Si le gouvernement de Valence tombe bientôt, il est clair que le gouvernement national ne sera pas tenu de respecter des actes faits par un gouvernement sur le point de tomber, et faits précisément en vue de lutter contre le gouvernement qui aurait triomphé, alors surtout que ce dernier a fait savoir à l'avance qu'il se refusait à reconnaître toute aliénation à des étrangers des mines espagnoles. L'Italie a agi de la même façon à l'égard des derniers actes de ce genre signés par le négus, et sa décision n'a pas été contestée. »

Même au cas où le gouvernement de Valence se maintiendrait, la situation des prêteurs étrangers serait loin d'être sûre, car les actes en question auraient été accomplis contrairement à l'article 131 de la Constitution espagnole, encore affirmée en vigueur par les gouvernements mêmes, de sorte que, dans une Espagne revenue à des conditions de vie plus normales, les intérêts, compagnies privées ou autres pourraient demander l'annulation de ces actes. »

AVIS AUX SPÉCULATEURS L'Aliénation du Patrimoine National



Selon des informations dignes de foi, le soi-disant gouvernement de Barcelone est en train de négocier la concession d'un important crédit auprès de la Banque privée française ; il cherche à l'obtenir en offrant, en échange, la production des mines de mercure d'Almaden et de potasse de Lérida. Il prétend consacrer le montant du crédit en question à l'achat de matériel de guerre.

MANQUE DE CAPACITE JURIDIQUE CHEZ LE PROPOSANT

Il ne s'agit pas d'une opération réalisée par une entreprise privée. Un prétendu gouvernement agit. C'est un principe du droit universel que quiconque ne possède pas une exacte certitude de pouvoir remplir des clauses auxquelles il s'engage, n'a pas de capacité pour le faire.

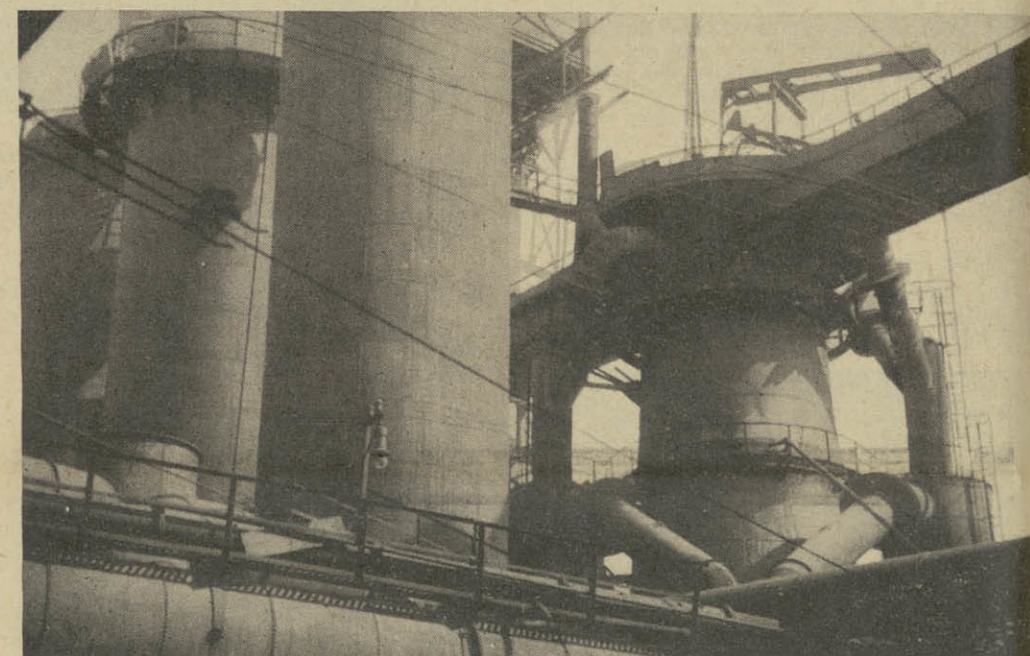
L'Etat espagnol s'est rendu compte bien clairement de l'exactitude herméneutique de tout ce qui précède lorsqu'il a promulgué le Décret-loi du 9 octobre 1937. Or ce Décret-loi a pour but de protéger notre patrimoine national, en laissant en suspens les actes d'aliénation de la propriété minière. Il ne s'applique pas à une zone donnée de territoire, mais à tout le territoire national, embrassant tout ce qui se trouve sous la souveraineté de notre Etat. Cette mesure, d'une sage prévision, prouve un si excellent dessein que tous ceux qui se sentent véritablement Espagnols auront senti, en la connaissant, l'impression que ce Décret-loi représente purement et simplement l'idée de la sauvegarde de notre économie nationale, sans laquelle il est oiseux de parler d'indépendance politique.

liénation et déclare frappée de nullité toute tentative dans ce sens.

UN ACCORD QUI VIOLE LA NEUTRALITE

Nous supposons que les banquiers français qui ont reçu cette offre ont des conseillers experts en matière juridique. Mais au cas où il n'en serait pas ainsi, nous voulons leur rappeler que la cession qui leur est proposée est dépourvue de validité juridique dans l'ordre international, comme nous allons le voir.

Le Parlement des Etats-Unis d'Amérique a voté, le 1^{er} mai 1937, une loi de neutralité complétant et amplifiant celle du 31 août 1935. Cette amplification a pour but d'étendre aux cas de guerre civile les préceptes de la loi en question. On y précise à l'avance quelles sont les obligations inhérentes à une puissance neutre, aussi bien au sujet d'une guerre internationale que dans le cas d'une guerre civile. Ce texte légal soutient la doctrine et la pratique de l'abstention. Or, dans cette loi (chapitre III, paragraphe a), et sous le titre *Transactions financières*, on déclare illégal le fait que toute personne habitant les Etats-Unis accorde un crédit à l'un ou l'autre des gouvernements établis dans un Etat en proie à une guerre civile. La concession d'un crédit dans ces circonstances est considérée comme une conculcation des droits de la neutralité et il est considéré comme nul et faisant l'objet des sanctions suivantes : une amende pouvant arriver jusqu'à 50.000 dollars et une peine de 5 ans de prison. Ce précepte n'est pas une innovation ; c'est l'expression d'une doctrine appliquée universellement en ce qui concerne les devoirs des neutres. Comment peut-on parler de neutralité, — car la neutralité est à la fois abstention et impartialité, — si, sous prétexte de concessions minières, on accorde un crédit à l'une des parties, crédit dont le montant sera destiné à l'achat de matériel de guerre ? Aucun tribunal de Justice Internationale ne pourra sanctionner cette spoliation, car un accord dans ces condi-



BILBAO. L'industrie sidérurgique souffrit un an d'anarchie rouge. La majesté et la fierté de ses machines subirent, pendant le régime communiste de Biscaye, une humiliante tranquillité, signe d'impuissance et de pauvreté. Elle renaît aujourd'hui dans le rythme optimiste d'un travail méthodique.

DEUX SPOILIATIONS SYMBOLIQUES

Nous voulons attirer spécialement l'attention des lecteurs sur les gisements que l'on cherche à offrir à la cupidité supposée des banquiers d'outre-Pyrénées, les mines de mercure d'Almaden et celles de potasse de Lérida.

Les matières premières que l'on estime nécessaires à l'entretien d'une guerre sont au nombre de vingt-huit ; il y a parmi elles le mercure qui, comme on le sait, outre qu'il est fort employé pour les appareils scientifiques de précision, est utilisé à la préparation de détonateurs. Il faut signaler que si l'on consulte le tableau de la production mondiale, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Japon, entre autres grandes puissances, manquent totalement, ou presque, de mercure.

D'après les statistiques officielles de 1933, la production mondiale de mercure atteignit cet année-là, le chiffre de 2.000 tonnes. L'Espagne figure en tête de cette production avec 815 tonnes ; c'est-à-dire que si l'on en excepte la production italienne (610 t.), notre pays dépasse largement le reste de la production mondiale. Cette situation place entre nos mains le contrôle de ce métal.

Cet état de choses n'échappa pas à nos ancêtres ; la III^e loi, chapitre XVIII, livre IX, de la *Novissima Recopilación* déclarait que les mines de mercure faisaient partie de la couronne et comme telles, étaient inaliénables. Cette tendance est ratifiée et accentuée dans la III^e loi promulguée à Valladolid par Philippe II, le 10 janvier 1559, et dont les mesures étaient applicables à notre empire colonial. Il a fallu l'incroyable impudence des dirigeants de Barcelone pour rompre avec cette tradition espagnole, vieille de plusieurs siècles.

Les gisements miniers de Lérida sont des gisements de potasse. Sur ce point encore, nous remarquons la caractéristique suivante : l'Espagne occupe la troisième place parmi les nations productrices du monde, immédiatement après la France. A tel point que le cartel franco-allemand de la Potasse qui contrôlait le marché mondial, ayant été constitué en 1924, il a fallu plus tard y inclure l'Espagne dans la proportion de 14 %.

Ces deux productions minières, non seulement elles constituent une base irremplaçable pour les transactions commerciales à venir, mais elles représentent un gage précieux pour l'avenir. Nous voulons parler de l'instauration d'un système mondial d'internationalisation des matières premières, de plus en plus à prévoir.

Mais, ayant eu sous les yeux les renseignements qui précèdent, les Espagnols possédant un certain sens logique pourront juger qui incarne, dans ces jours historiques, la défense des intérêts sacrés de la patrie ; si ce sont ceux qui veulent offrir à l'étranger les restes avilis des attributs de notre souveraineté, ou l'Espagne nationale qui, avec une remarquable prévoyance, prend les devants contre toute manœuvre possible d'a-

tions comporte un vice de forme qui fait qu'il manque de toute validité juridique.

LES DEUX RISQUES

Même en faisant abstraction des considérations qui précèdent il faudrait se souvenir de ce que nous exposons ci-dessous.

D'une part, le gouvernement national a déclaré catégoriquement qu'il ne reconnaîtrait pas les accords projetés. Ce refus n'a pas été formulé par occasion, *a posteriori*, bien au contraire, le Décret-loi du 9 octobre n'a pas été promulgué dans le but d'annuler un fait qui s'était déjà produit, mais antérieurement à ce fait lui-même. Il constitue une mesure pour l'avenir et dans des termes d'une grande ampleur. Les banquiers qui ont été sollicités doivent se rendre compte également du caractère indubitablement *in extremis* de la mesure proposée, dictée par le désespoir et alors que l'approche irrémédiable de la défaite prive ceux qui vont être chassés de toute notion de mesure.

L'autre péril n'est pas moindre ni moins évident que le précédent. L'une des mines offertes se trouve en Catalogne et n'appartient pas théoriquement et réellement au gouvernement qui l'offre. Cela pour trois raisons : 1^{re} il s'agit d'une mine socialisée ; 2^e elle est contrôlée par la F. A. I., qui dans aucun cas n'admettrait l'exploitation par une entreprise étrangère, si celle-ci n'acceptait pas philosophiquement sa propre ruine en se résignant à subir le système anarchique fait de destruction plutôt que d'exploitation ; 3^e le moment venu de signer l'accord proposé, une question de compétence se poserait inévitablement entre le soi-disant gouvernement de Barcelone et la généralité de Catalogne.

Cela revient à dire qu'il faudrait ajouter, à la nullité juridique du pacte, l'absence totale de garanties en ce qui concerne son accomplissement.

NOTRE LOGIQUE

Et maintenant, nous pouvons citer, entre autres nombreux, un témoignage irréfutable : nous avons publié en 1925 un ouvrage, épuisé depuis longtemps, intitulé : *L'Impérialisme du pétrole et la paix mondiale*. Nous y avons étudié minutieusement le problème posé par l'article 27 de la constitution mexicaine, qui crée la nationalisation du sous-sol (c'est maintenant tout le contraire, c'est une aliénation que tente de réaliser le gouvernement de Barcelone).

Ramon Serrano Suner ayant demandé l'opinion objective des juristes européens, nous répétions nous-même ici ce désir en faisant spécialement allusion à nos collègues de Droit International, au sein duquel nous avons tant travaillé pour servir la devise *Justitia et Pace*, avec le souci de créer une conscience juridique propre à éliminer tout ce qu'il y a de trouble dans ces tentatives.

CAMILO BARCIA TRELLES,

Professeur de Droit des Gens, membre de l'Institut de Droit International, Professeur à l'Académie Internationale de La Haye.

L'ESPAGNE ET LE CHRISTIANISME

TÉMOIGNAGES

L'ÉPISCOPAT CANADIEN

« L'Espagne s'est acquise la compassion fraternelle de tous les catholiques... »
Les évêques des trois provinces canadiennes : Québec, Montréal et Ottawa, ont adressé la lettre suivante au cardinal Gomá, primate d'Espagne.

Vénérables frères,
La très noble nation espagnole, déchirée par la guerre la plus sanglante et la plus douloureuse, et, entre temps, décorée non seulement de la palme du courage chrétien, mais encore de la guirlande du martyr, fixe les regards du monde entier et s'est acquise la compassion fraternelle de tous les catholiques.

C'est pour cela que nous, les évêques des trois provinces du Canada, à savoir : Québec, Montréal et Ottawa, réunis aujourd'hui à Québec, nous avons lu avec émotion la lettre collective que vous avez, vénérables frères, adressée, avec une unanime angoisse, aux évêques du monde entier. Avec quel chagrin nous nous associons à votre immense douleur ! Avec quelle effusion nous vous déclarons notre bienveillance et notre commisération pour vous, pour votre très glorieuse patrie et pour vos chers peuples affligés.

Pour vous prouver ces sentiments, nous redoublerons de ferveur dans les prières que nous avons déjà commencées de réciter à la Sainte Messe, contre les persécuteurs de l'Eglise et contre ceux qui font le mal. Nous sommes persuadés que Dieu, par égard pour ses élus, abrégera les jours de la tribulation et qu'il restaurera la paix au royaume du Christ.

Voilà, vénérables frères, ce que nous tenions à vous déclarer. Et, en vous donnant le baiser de paix, nous nous proclamons vos frères, unis à vous par la religion comme par l'affection pastorale.

Québec, le 28 septembre 1937.

Pour les archevêques et évêques des trois provinces de Québec, Montréal et Ottawa :
Signé : I. M. RODRIGO, cardinal VILLENEUVE ; OMI, archevêque de Québec.

Postérieurement à cette lettre, le cardinal Villeneuve a eu l'occasion de donner une preuve solennelle de son amour pour notre patrie.

C'était le jour du Christ-Roi. Le cardinal Villeneuve, s'adressant à la foule massée dans le Colisée, parla avec clarté des devoirs que la sainte religion impose aux catholiques et fit allusion aux ruses de la propagande communiste en ces termes énergiques : « Sous prétexte de rendre hommage à une démocratie morbide, on évoque le fantôme d'un fascisme illusoire et, entre temps, nos ennemis gagnent du terrain et finissent par se moquer de nos scrupules juridiques. » Et, appliquant la chose au cas spécial de l'Espagne, il ajoutait, dans un passage dont il affirmait avoir mesuré les expressions : « Il est vraiment surprenant que, en ce qui concerne la guerre d'Espagne, on veuille nous faire croire que ce sont les trois cent mille victimes : évêques, prêtres religieux et fidèles, qui ont été les bourreaux. »



TOLEDE. Palais de Bancazon.
La populace avilie détruit, ici aussi, tout ce qui était grandeur, souvenir et beauté.

Le cardinal primate de Belgique

Le Cardinal Van Roey, Primate de Belgique, Archevêque de Malines, personnalité éminente du clergé catholique européen, a adressé, en date du 16 janvier 1938, une intéressante lettre au docteur Isidro Goma, Cardinal Archevêque de Tolède.

Etant donné la personnalité de l'illustre Prélat, nous croyons utile de faire connaître ce document par quelques-uns de ses paragraphes principaux. Dans cette lettre, l'Archevêque de Malines rappelle que, dès le mois de décembre 1936, plusieurs mois avant la lettre collective de l'Episcopat espagnol, l'Episcopat belge avait adressé une lettre collective, où il était dit, notamment :

« En Espagne, depuis que les communistes se sont emparés du gouvernement de Madrid, la guerre civile, déjà assez funeste, par elle-même, s'est aggravée d'une horrible guerre religieuse. Sur tout le territoire où règne le communisme, se répand une orgie infernale d'incendies d'églises et de couvents, d'assassinats d'évêques, de prêtres, de religieux et de religieuses, exterminant sans pitié les personnes et les choses qui représentent la religion catholique. Inclignons-nous respectueusement devant ces nobles victimes d'une haine satanique du nom chrétien, car nous sommes en droit de penser qu'ils ont gagné la palme du martyr, dans le sens propre et élevé du mot. Cette guerre a pris, par conséquent, le caractère d'une lutte à mort entre le communisme matérialiste et athée, et la civilisation chrétienne de nos vieux pays occidentaux. »

Le Prélat parle ensuite de la traduction, de la diffusion et de la publication, par son ordre, de la lettre des Evêques espagnols, dans la presse catholique du pays. Le Cardinal Van Roey parle même de sa propagande personnelle en faveur de la cause de l'Eglise espagnole, par ses conférences sacerdotales.

Il défend, en premier lieu, le droit des Evêques à se prononcer dans une lutte comme celle qui se déroule en Espagne, et indique une ligne de conduite à ses fidèles :

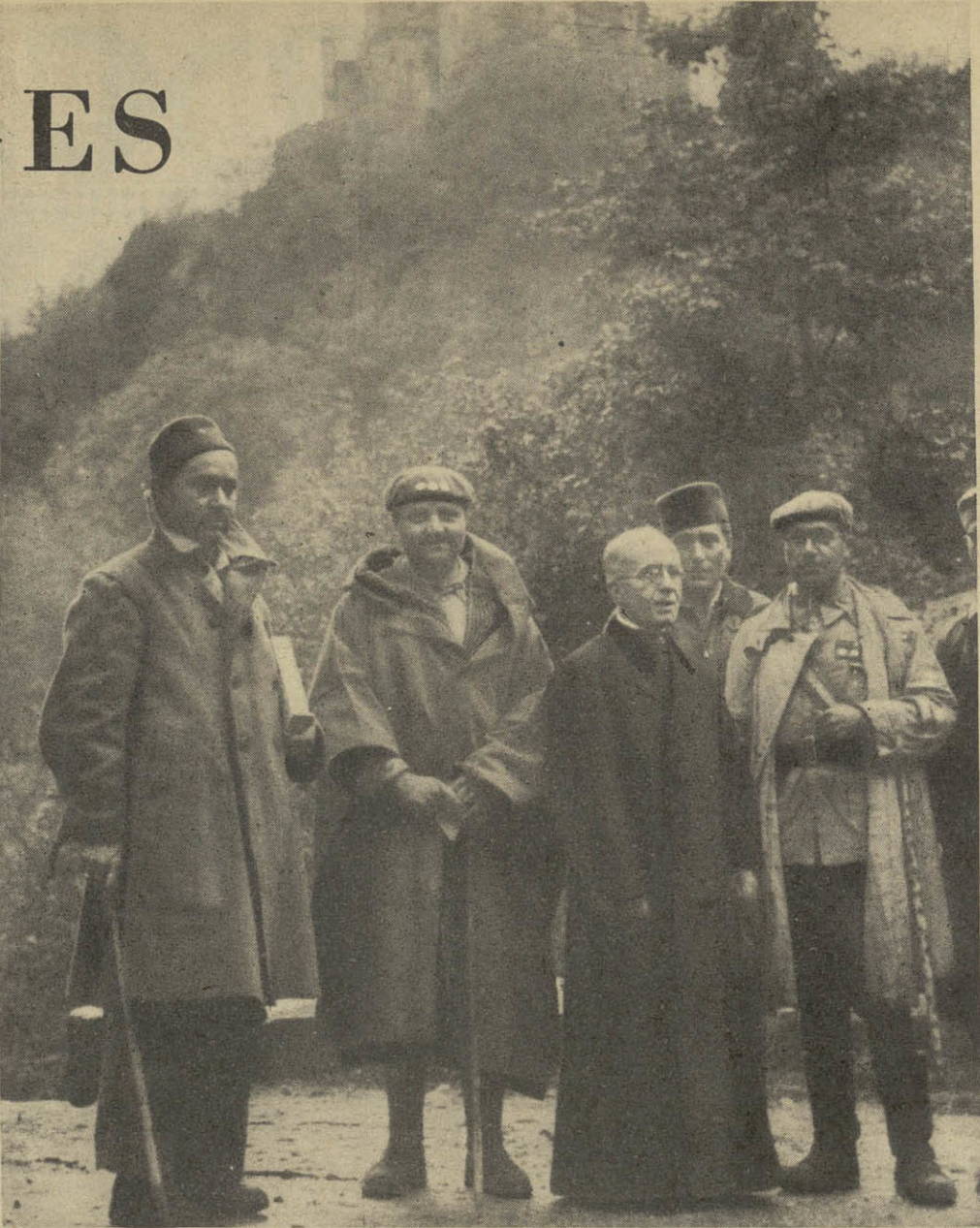
« En prescrivant aux fidèles leur ligne de conduite dans ce cas, et dans d'autres semblables, l'autorité ecclésiastique ne sort absolument pas de sa fonction spirituelle, ne fait pas de politique, ne dépasse pas les limites qui lui sont assignées : elle ne fait que remplir sa propre mission, qui consiste à veiller sur le droit de l'Eglise et sur le salut des âmes. »

Il parle ensuite du cas des dirigeants basques, dans les termes suivants :

« Nous avons sous les yeux, en ce moment, un autre exemple terrible : le cas des Basques. Malgré l'interdiction formelle de leurs Evêques, quelques catholiques ont fait cause commune avec les communistes, alors que ceux-ci exterminaient, à feu et à sang, l'Eglise catholique en Espagne. Ils payent maintenant cette erreur lamentable par les maux qu'ils ont attirés sur eux-mêmes et sur leur pays. »

Finalement, le Primate de Belgique promet à l'Eglise d'Espagne que son assistance ne se bornera pas à son adhésion reconfortante, aux instants actuels :

« Ces actes et beaucoup d'autres, sur lesquels je ne veux pas insister, prouvent, mieux que les témoignages purement verbaux, que la cause de l'Eglise en Espagne nous est très chère et que nous sommes disposés à seconder de toutes les façons vos efforts. En particulier, je veux promettre à Votre Eminence que, quand le culte pourra être rétabli dans toute l'Espagne, les catholiques belges feront largement leur devoir et manifesteront leur générosité vis-à-vis des églises dévastées. »



Groupe formé par le colonel Bautista Sanchez Gonzalez, le président du chapitre, Sr Pelaez et le colonel Capalleja, vainqueur de Covadonga.

L'ÉPISCOPAT PHILIPPIN

L'Archevêque de Manille, le docteur Miguel O'Doherty, a adressé aux Prélats espagnols une lettre pleine d'émotion dans laquelle il proclame son attachement à l'Eglise espagnole, au Mouvement National et à son Chef. La presse espagnole reproduit intégralement ce document, dont voici les principaux passages :

« Tous les évêques philippins, unis dans les mêmes sentiments et dans les mêmes idées, sympathisent, et cela malgré la propagande impie et sectaire, avec les aspirations de la nouvelle Espagne. Ils reconnaissent et font leurs la légitimité et la noblesse de la cause que défendent le Généralissime Franco, l'Episcopat espagnol et tous les bons Espagnols qui luttent aux côtés du Chef glorieux pour le salut religieux et économique de l'Espagne.

« En même temps, nous nous rendons parfaitement compte de ce que peuvent être les sentiments de profonde amertume qui étreignent en ces moments cruels le cœur de l'Episcopat et du peuple catholique espagnol devant la destruction de tant de monuments, devant les ruines de tant d'églises, en face de l'assassinat de tant d'Espagnols innocents. Avec ferveur, nous faisons nôtre la noble cause défendue par le Généralissime Franco ; avec la même ferveur, nous nous y associons, et nous partageons la juste douleur qu'inspire à nos frères de l'Episcopat espagnol, la destruction de tout ce qui signifie la religiosité de cette nation espagnole que nous chérissons. Non, Espagnols, mes Frères, vous n'êtes pas seuls : tout l'Episcopat philippin déplore avec vous cette terrible situation.

« Un grand espoir cependant nous soutient : celui du prochain triomphe de la cause nationaliste. Nous croyons déjà voir à l'horizon une Espagne neuve, grande, libre, auréolée des rayons resplendissants d'une religion mieux comprise et d'une économie plus vigoureuse. Dieu ne peut pas faire moins que d'aider ceux qui luttent pour les intérêts religieux et le salut de l'Espagne.

L'ÉPISCOPAT ROUMAIN

Le patriarche Miron, primate de l'Eglise roumaine, a adressé une lettre d'un extrême intérêt au représentant du gouvernement de l'Espagne nationaliste à Bucarest. Nous en citons cette phrase :

Nous prions également Dieu, notre Seigneur, qu'il donne la victoire aux armées du général Franco, afin que la fière et historique Espagne — notre sœur latine — recouvre l'ordre et la tranquillité et, une fois effacées les traces de la guerre fratricide, retrouve la place d'honneur qui lui revient parmi les peuples de l'univers dans l'histoire de l'humanité.



Shakespeareiennes ruines d'une église après le passage des rouges.

Notre commune douleur

Monseigneur Grégoire Pierre Agagianian, patriarche arménien de Cilicie, au nom des autorités catholiques d'Arménie, a envoyé aux évêques espagnols un message en réponse à leur lettre collective.

En voici quelques passages :

Votre admirable lettre collective, écrite avec le sang le plus pur de vos vénérables frères en épiscopat, de votre héroïque clergé et de vos intrépides fidèles — tous martyrs contemporains et gloire de l'Espagne martyre — a trouvé un écho d'admiration émue et de vénération profonde dans notre cœur de pasteur de l'Arménie martyre, dont les pages d'histoire les plus glorieuses furent écrites, elles aussi, avec le sang versé, dans ce dernier quart de siècle, par ses évêques, son clergé et ses fidèles martyrs...

Réunis en synode électoral pour nommer le successeur du vénérable patriarche de Cilicie, défunt, tous nos archevêques et nos évêques désirent communiquer à leurs frères d'Espagne, pour les assurer de leur commune douleur devant tant d'horribles destructions fratricides, le témoignage de leur admiration la plus émue pour tant d'actes d'héroïsme et leur plus fervente prière pour le retour de la paix chrétienne, en cette province si privilégiée du royaume du Christ.

« C'est un factieux intégral... »

Tout en regrettant de ne pouvoir consacrer plus d'espace à cet incident, nous voulons, néanmoins, en rendre compte, en un bref « témoignage ». Le Père Anselmo Polanco, évêque de Têruel, fut fait prisonnier par les rouges, au début du mois de janvier. La radio et la presse marxistes laissèrent vite comprendre tout ce qu'elles espéraient tirer pour leur propagande de la capture du haut dignitaire ecclésiastique. Une rectification du prélat, signataire de la lettre collective de l'episcopat espagnol, pouvait représenter le premier changement observé dans la conduite de ce clergé qui avait donné seize mille martyrs, « sans une seule apostasie » (suivant le magnifique mot de Claudel). Et, d'autre part, le fait de renoncer à l'assassinat de l'évêque montrait au monde un autre changement : celui de la conduite des rouges espagnols vis-à-vis de l'Eglise. Dans cette double intention, on publia deux prétendues déclarations du prélat, proclamant la correction avec laquelle il avait été traité comme prisonnier, et un ministre en conclut qu'il serait autorisé à accomplir les devoirs de la fonction religieuse.

Mais, soudain, presse et radio marxistes cessèrent de parler de ce cas. Que s'était-il passé ? La vérité est facile à découvrir. Il suffit de lire *El Dia grafico* de Barcelone, du 28 janvier 1938. On y voit que, décidément, le P. Anselmo Polanco, évêque de Têruel, ne peut servir à rien pour la propagande rouge. Prisonnier, son esprit et ses discours sont comme du temps où il était libre. Ce n'est pas un apostat. Il a l'âme d'un martyr, comme tous ses frères.

Un écrivain nord-américain, Lawrence-A. Ferns-wort, « ami de l'Espagne et de la Catalogne », d'après *El Dia grafico*, a été le visiter dans sa prison. Mise à part la déformation imposée, sans aucun doute, à ses paroles, par le journaliste nord-américain et par le journal espagnol, cette référence nous suffit pour savoir que l'évêque prisonnier, répondant à la question : « Comment pourrions-nous arriver à une paix durable entre les Espagnols ? » a répondu :

— La seule façon de terminer la guerre, c'est que Franco obtienne la victoire.

Lorsque le journaliste lui parle des volontaires italiens, le prélat riposte :

— Nous sommes des frères unis par une cause commune.

Autre réplique, au sujet de la question basque :

— Les Basques étaient séparatistes et ils désiraient séparer l'Eglise de l'Etat. L'Eglise basque a souffert de cette séparation qui voulait conduire la véritable Eglise catholique à la perversion et au schisme.

Les questions posées, le récit de l'entrevue, tout obéit à une intention que l'on devine. Mais à travers tout, cette vérité demeure : l'évêque de Têruel n'a pas peur et il ne rectifie rien. Et cela met en colère *El Dia grafico*, qui consacre à ce cas, dans le même numéro, un article de tête intitulé : « L'évêque de Têruel est un factieux intégral » et qu'il termine en réclamant son exécution, en ces termes :

« Tel est, peint par lui-même, l'évêque de Têruel... Que la loi s'accomplisse ! Quoiqu'il ait trahi le peuple le 6 octobre, c'est pour avoir refusé de seconder la rébellion contre la République que fut fusillé à Burgos le général Batet, chef de la Maison militaire du néfaste président de la République Alcala Zamora, et décoré de l'ordre de Saint-Ferdinand pour son obéissance aveugle au gouvernement pendant les deux années de radicalisme. »

El Dia grafico obtiendra-t-il ce qu'il demande ? Nous ignorons les intentions du gouvernement rouge sur le sort du P. Polanco. Nous savons, tout au moins, qu'il n'a pas obtenu ce qui lui tenait tant à cœur. L'évêque de Têruel sera peut-être un martyr de sa foi. Ce qu'il n'est pas — et cela ils ont dû l'avouer — c'est un apostat.



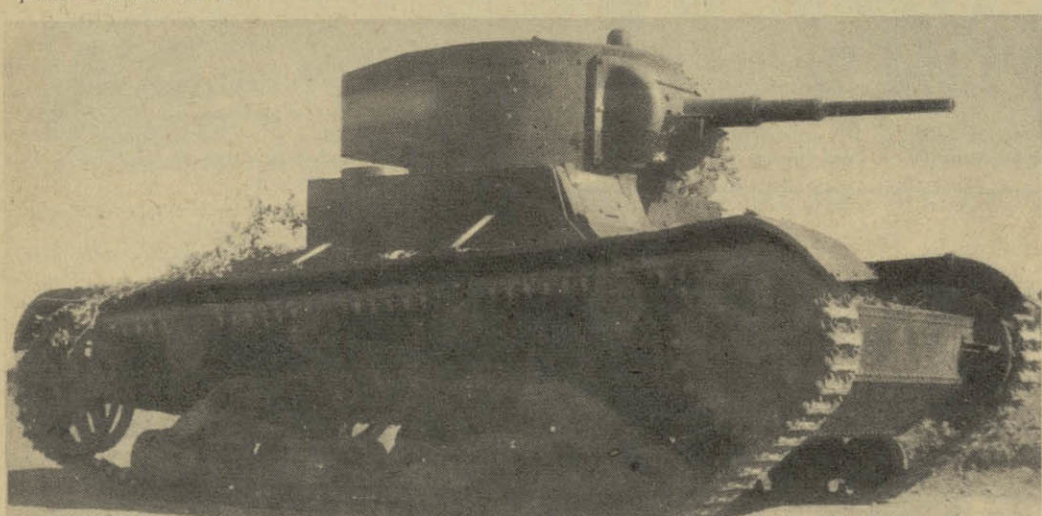
Un Enfant-Jésus décapité.

UNE CAMPAGNE

La bataille d'Extremadoure

Le 30 janvier, à la suite d'une attaque marxiste dans le secteur de Jaca, les forces marxistes se trouvaient considérablement épuisées. Le même jour, les forces de l'armée du Sud entreprenaient une action autour des Sierras du front de la Granja de Torrehermosa. Le jour suivant, l'intérêt des opérations paraissait se concentrer vers l'armée du Centre. Le calme régna pendant quelques jours sur tous les fronts, et la semaine se termina — 3 et 4 février — par des contre-attaques marxistes dans les secteurs du sud et la progression des lignes nationales.

Il faut signaler les opérations qui se sont déroulées dans le Sud, sur le front touchant aux limites des provinces de Cordoue et de Séville, dans le secteur de Granja de Torrehermosa ; ces opérations se développèrent en pleine région montagneuse, dans la Sierra Morena. Dans cette région, coupée de montagnes et de hauteurs fortifiées, l'armée nationale a réussi à couper le front marxiste sur une longueur de 25 km. Le 30 janvier, les forces de l'armée du Sud commencèrent à éssuier un très vaste mouvement enveloppant qui, partant des bases proches de Granja de Torrehermosa et Puente Obvejuna, rejoignit les montagnes des Sierras d'Acebuch, Quemada, Ducado et Herrera, embrassant une étendue de terrain considérable débordant un grand nombre de positions ennemies.



Un tank russe pris sur le front de Teruel.

Outre les Sierras totalement occupées par l'armée nationale, l'habileté de cette manœuvre enveloppante permit d'occuper les positions élevées de la Loma del Matrono, Qaejido, Guardo de los Piedalillos, et toute la Sierra de Cerro Majado. Les importantes mines de plomb de Santa Barbara sont comprises dans le terrain occupé par les forces nationales, soit 25 km, sur 8 km. de profondeur.

Découragés et démoralisés, plus de 250 prisonniers tombèrent entre les mains des nationaux le premier jour, et le nombre des morts enterrés dépassait 300 ; les unités marxistes se trouvaient décimées, aussi bien du fait du nombre des miliciens ayant passé dans les rangs nationaux à la faveur de la confusion, que de la démoralisation.

On a pu s'en rendre compte clairement à la faiblesse de la réaction marxiste. Les forces rouges ont toujours eu comme tactique de contre-attaquer immédiatement les positions occupées par l'armée nationale.

Cette tactique semble absurde, car les

marxistes abandonnent facilement des positions avantageuses à la première poussée des nationaux et se livrent à une tentative d'attaque pour chercher à s'en emparer de nouveau le lendemain. L'ébranlement de leur moral devant la Granja de Torrehermosa a été la cause que les marxistes n'ont pu réagir au bout de quatre jours : le 3 février, quatre attaques successives ont eu lieu contre les positions occupées d'abord par les nationaux. Ces quatre attaques, repoussées très énergiquement, ont permis à l'armée du général Franco de se livrer à une nouvelle avance moyenne de 5 km. de profondeur au delà de la ligne précédente. Les marxistes tentèrent, par des renforts venus de leur arrière, de couper la ligne nationale entre ses positions de Blazquez et Peralda de Sausio, vers Salto del Gamo, par une attaque appuyée par des tanks russes. Cette attaque ayant été repoussée, les forces nationales poursuivirent les saillants, leur élevant toute une ligne de fortification en pleine montagne, près des limites des provinces de Séville et de Cordoue et occupant les positions des Sierras de Maria Mingo, Cerro Muro, Cerro Montano, Collado de la Mujer, et Sierra de Gamarra ; le front dans ce secteur s'étend considérablement et les fortifications du front marxiste dans une des zones des plus abruptes de la Sierra Morena sont définitivement coupées.



La conquête par les Nationaux, de l'importante position de Santa Barbara.

Rapide victoire tactique



Le général YAGUE.

De nouveau en une campagne courte et magnifique — seulement trois jours de lutte — l'Armée nationale a affirmé sur les terres austères, abruptes et ondulées du front d'Aragon, la force de ses vertus guerrières et de sa technique militaire.

En résumé, ces opérations militaires, qui se dérouleront sur l'initiative des forces du Général Franco, le 5, le 6 et le 7 du mois en cours, ne sont qu'une grande démonstration de la pleine maturité et de la complète efficacité de cette machine importante et compliquée que constitue une armée d'opérations : le cerveau, qui est la science du commandement et la capacité d'exécution ; le muscle, qui est la poussée et l'agilité de la troupe, sa possibilité de mouvement et sa capacité de résistance. Et le commandement qui mène et le soldat qui exécute unis dans une même morale élevée qui ne se relâche jamais. La morale dans la guerre du Sud, celle de l'avance sur Madrid, celle de la lutte du Nord — campagnes de Biscaye, de Santander, des Asturies ; la morale de l'avance sur Teruel, les 29, 30 et 31 décembre de l'année dernière.

Une armée en marche a exposé sur les terres du Bas Aragon, situées entre la Sierra Palomera et le lit de la rivière Alfambra, la plus belle leçon de stratégie et de tactique militaires. Courte leçon qui en trois jours achevait la beauté esthétique de l'œuvre par sa précision, son harmonie et sa virtuosité d'exécution, et qui a satisfait en même temps aux deux grandes finalités de toute guerre : conquête pour l'Espagne nationale d'une surface de plus de cent kilomètres carrés de sol rouge, destruction, dans la lutte, des forces de choc les plus puissantes et les plus aguerries que comptait l'armée ennemie.



Le général MONASTERIO.

impreuables, nids de mitrailleuses à tirs croisés, fruit du labeur intense de préparation défensive des forces marxistes pendant les longs mois de calme sur le front stabilisé. Profitant de cette double circonstance, les chefs marxistes avaient tenté, pendant le dernier mois de janvier, de couper la route de Teruel dans les secteurs immédiatement voisins de la Sierra Palomera, Singra, Buena, Villarquero et Torrehermosa, mais leurs attaques avaient échoué devant la ferme résistance de la ligne nationale qui convertit en grande déroute rouge les essais offensifs de l'adversaire.

Mais l'habileté du mouvement réalisé par l'Armée nationale, refusant d'engager la lutte sur la zone bien établie et si favorable à son ennemi consista à chercher comme terrain de rencontre la campagne qui, au dos de la Sierra Palomera, s'étend en coteaux ondulés jusqu'à la vallée de la rivière Alfambra. Les accidents d'une chaîne si abrupte ne peuvent laisser prévoir que, quelques kilomètres à l'est, le paysage s'ouvre de façon si radicale. Les hauteurs de Palomera s'abaissent, une nouvelle sierra moins longue et moins compliquée, celle de Camanas, s'aligne aussi sur le terrain. Mais une fois celle-ci passée, le terrain se transforme en une plaine légèrement accidentée qui descend jusqu'aux rives de la rivière Alfambra.

C'est le terrain de la lutte de ces jours-ci. Une fois de plus, la manœuvre de l'armée du général Franco a vaincu l'obstination constructive des marxistes. La Sierra Palomera n'a pas été attaquée de front. Ses défenses furent inutiles. La bataille reposa précisément à l'initiative nationale s'est résolue dans les champs voisins de l'Alfambra.

II. — Caractéristiques du combat.

Le 5 février, à la première heure, l'opération commença moyennant une formidable préparation de bombardement combinée entre l'artillerie et les forces aériennes. Par sa précision et son intensité, elle fut parmi les plus complexes et les plus dures de celles qui se dérouleront pendant cette guerre d'Espagne. Il s'agissait d'ouvrir une brèche dans le front solidement stabilisé de ces secteurs, en choisissant pour la pénétration des forces agissantes quatre points distincts sur la puissante ligne des positions marxistes : Vivel del Rio Martin.

Portarrubio, Rubielos de la Cerida et Celadas. Au milieu de cette matinée de bombardement infernal, d'allées et venues incessantes de l'aviation nationale, les fortifications rouges avaient disparu sur les points attaqués et les unités de choc nationales se lançaient à l'assaut sur les décombes amoncelées. A l'extrême Nord du front des opérations, le général Yague avançait maintenant à marche forcée sur les objectifs, de Vivel del Rio Martin sur Cervera del Rincon, de Portarrubio — dans deux directions — sur les villages de Gorbato et de Pancrudo. Et dans le cours de la journée, par une avance qui rappelait par son élan et son impulsion les marches vertigineuses du parcours Séville-Madrid, il s'emparait de ces villages et de ceux du col, Cuevas de Portarrubio et Alpeñes, sa route vers le Sud restant pleinement ouverte. Une fois le front rompu également dans le secteur de Rubielos, les forces de groupement du général Monasterio se lancèrent à l'assaut, par la brèche ouverte. Ces forces comprenaient, à côté d'unités divisionnaires du type technique, une division complète de cavalerie. Le fait peut-être le plus beau spectacle de la campagne de ces derniers jours. Les forces de cavalerie du général Monasterio dans leur marche de Rubielos de la Cerida jusqu'au village d'Alfambra ont coupé en diagonale le champ de combat, parcourant en trois jours plus de 50 kilomètres. Le premier jour des opérations, ils franchirent la zone nord des chaînes de la Sierra Palomera et les Altos de la Pedriza. Les jours suivants, les escadrons déployés avancèrent sur les lignes ondulées qui vont vers l'Alfambra, magnifiquement formés, et protégés dans l'air par les escadrilles d'avions. Leur attaque fut merveilleuse par son élan et sa rapidité, irrésistible en son effacement pour la poursuite de l'ennemi qui fuyait démoralisé devant les cavaliers espagnols.

La figure magnifique du général Monasterio rappelait sur les champs desséchés d'Aragon ses grandes prouesses de cette guerre : son invincible avance dans la Sierra de Gredos, quand ses escadrons prirent d'assaut le col del Pico, et ses charges dominantes sur la Sierra Tolé d'ane quand, avec sa colonne montée, il couvrait l'armée qui avançait sur Madrid. Le général Monasterio a rejoint la vieille école des cavaliers espagnols, en adaptant aux nécessités et aux exigences d'une technique moderne. Il vivifie une arme noble qui s'affaiblissait dans le développement des forces actuelles. Et il a démontré ces jours-ci, par la grande leçon de guerre expliquée par les forces espagnoles sur le front d'Aragon, la vitalité et l'efficacité de son arme si noble.

Dans les secteurs du sud — axe droit de cette grande opération — avançant le corps d'armée expéditionnaire de Galice, commandé par le général Aranda, une brèche rompu le front de Celadas, ses forces se déploieront en éventail. Au nord elles flancent l'extrême droite de la Sierra Palomera. Au nord-est, elles se dirigent vers les rives de l'Alfambra. La lutte fut plus dure dans le secteur de ce corps d'armée qui avançait dans la zone abrupte et montagneuse où se rejoignent les chaînes de Laomera et le massif des Celadas.

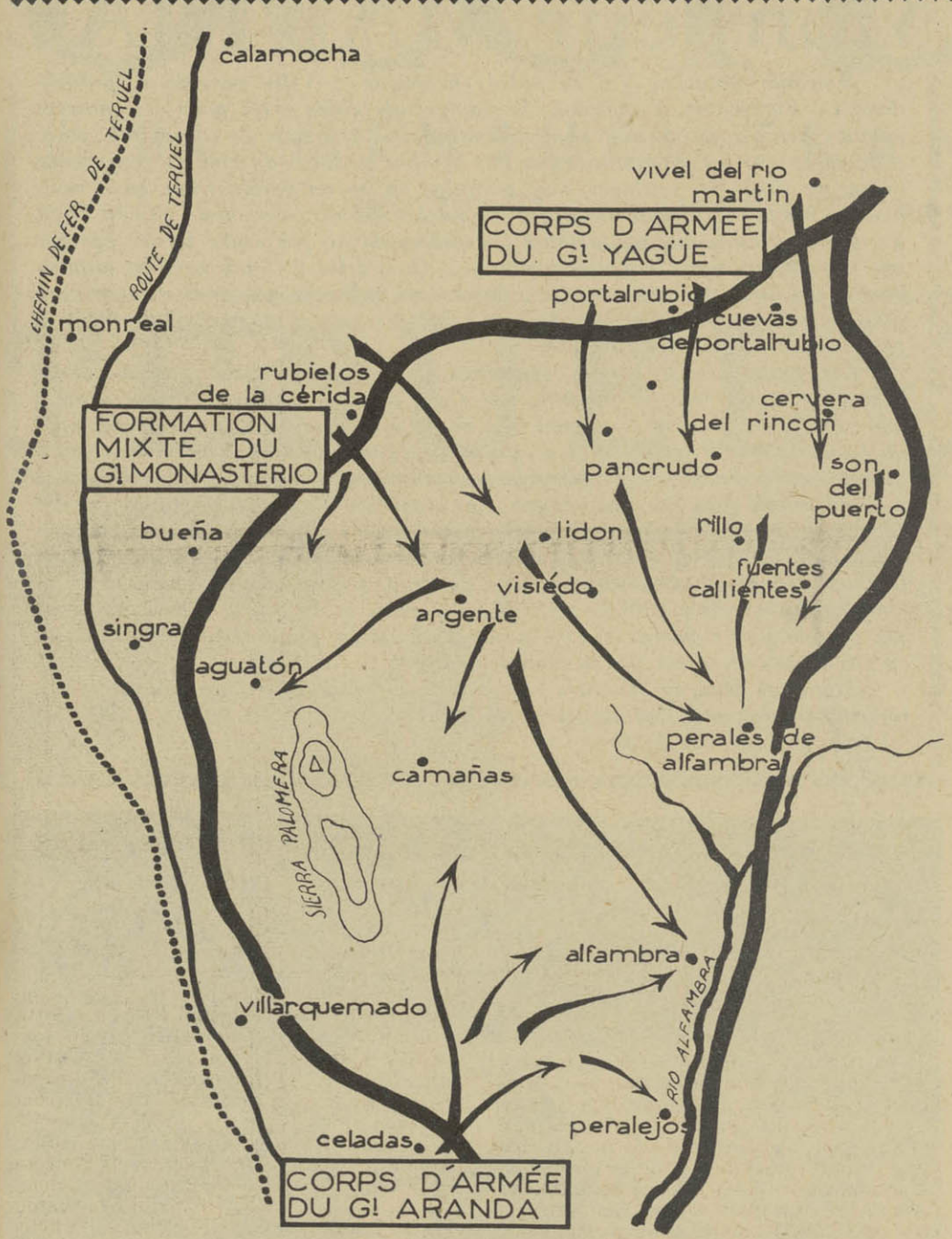


Le général ARANDA.

Voilà la campagne de trois jours qui se déroula sur les champs d'Aragon — entre Palomera et Alfambra. Une fois de plus le corps expéditionnaire du général Franco a vaincu l'obstination constructive des marxistes. La Sierra Palomera n'a pas été attaquée de front. Ses défenses furent inutiles. La bataille reposa précisément à l'initiative nationale s'est résolue dans les champs voisins de l'Alfambra.

Le 5 février, à la première heure, l'opération commença moyennant une formidable préparation de bombardement combinée entre l'artillerie et les forces aériennes. Par sa précision et son intensité, elle fut parmi les plus complexes et les plus dures de celles qui se dérouleront pendant cette guerre d'Espagne. Il s'agissait d'ouvrir une brèche dans le front solidement stabilisé de ces secteurs, en choisissant pour la pénétration des forces agissantes quatre points distincts sur la puissante ligne des positions marxistes : Vivel del Rio Martin.

DE TROIS JOURS



Carte des dernières opérations.

III. — Lignes de pénétration et manœuvre

Dernière heure

TERUEL SE REND

Une fois le front marxiste rompu le premier jour aux quatre points indiqués, et une fois réalisée la pénétration dessinant sur la carte une ligne qui, partant de Son del Puerto, un peu en avant de Pancrudo, s'achève sur la ligne du front, à la hauteur de Buena sans atteindre Lidon, s'ébaucha sur les secteurs du nord la vaste manœuvre nationale qui devait couper les forces marxistes qui défendaient toute la ligne de tranchées de la Sierra Palomera. L'opération fut remarquablement préparée et l'encercllement s'achève sur deux lignes distinctes dirigées du nord au sud. La principale, contiguë à la chaîne, profita de l'attaque réalisée dans la Sierra de Palomera par les forces du général Aranda qui montaient de Celadas et celles de la cinquième division — partie de la formation Monasterio — qui, d'Aragon, descendirent vers l'ouest. Mais, en même temps, le troisième jour — 7 février — l'opération se complétait, et tout le grand front d'opérations se fermait sur la ligne Vivel-Cervera du Rincon-Peralas de Alfambra, et tout le cours de cette rivière.

Sur cette seconde ligne — distante au centre du front d'un trentaine de kilomètres du point de départ — venaient s'unir les forces du général Yague et du général Aranda par un mouvement convergent nord-sud et sud-nord. Quant à celles du général Monasterio, elles arrivaient à marches forcées de cavalerie dans la direction nord-est-sud-ouest. Ainsi se dessinait comme une leçon ou comme un théorème tracé au tableau noir, la merveilleuse opération tentée entre Palomera et Alfambra. Sa réalisation sur le terrain s'opéra avec une exactitude et une précision réellement mathématiques. Malgré une très forte résistance ennemie, le mouvement des forces nationales surpassa les difficultés créées par l'abondance des réserves marxistes et se déroula avec la perfection d'une campagne d'instruction et d'une expérience tactique.

Au milieu du second jour tout le massif de Palomera était isolé par Camanas. Et le troisième jour, l'armée du général Franco s'empara des villages de Peralas et d'Alfambra. Toute la masse rouge dispersée sur le champ de bataille, restait isolée.

Puis les jours suivants, la cavalerie parcourut le terrain de la lutte, le nettoyant des foyers marxistes dispersés, qui résistaient encore sur le champ de bataille : plus de 7.000 prisonniers marxistes en déroute. Des pertes — indépendamment du chiffre d'ennemis qui dépassaient 15.000 hommes, matériel incalculable, dépôts de munitions, ambulances. Et, à l'arrière-garde, au delà de la ligne d'Alfambra, la vieille image de la déroute : les soldats démoralisés qui fuient par les chemins, les camions embourbés sur les routes, les bataillons qui se rendent en masse et l'aviation nationale observant les progrès de la déroute marxiste.

Voilà la campagne de trois jours qui se déroula sur les champs d'Aragon — entre Palomera et Alfambra. Une fois de plus le corps expéditionnaire du général Franco a vaincu l'obstination constructive des marxistes. La Sierra Palomera n'a pas été attaquée de front. Ses défenses furent inutiles. La bataille reposa précisément à l'initiative nationale s'est résolue dans les champs voisins de l'Alfambra.

Le 5 février, à la première heure, l'opération commença moyennant une formidable préparation de bombardement combinée entre l'artillerie et les forces aériennes. Par sa précision et son intensité, elle fut parmi les plus complexes et les plus dures de celles qui se dérouleront pendant cette guerre d'Espagne. Il s'agissait d'ouvrir une brèche dans le front solidement stabilisé de ces secteurs, en choisissant pour la pénétration des forces agissantes quatre points distincts sur la puissante ligne des positions marxistes : Vivel del Rio Martin.

L'action des Commissaires politiques

C'était au début de novembre 1936, aux heures les plus tragiques de la défense de Madrid, c'est-à-dire lorsque les troupes nationalistes, parvenues aux portes des faubourgs de la capitale, tentaient un grand effort pour s'emparer de la Ciudad Universitaria. Celle-ci était défendue par les XI^e et XII^e brigades internationales, composées de combattants d'élite, tous pour la plupart, des ex-légionnaires français ou anciens combattants de la guerre 1914-1918. Ces brigades étaient placées respectivement sous le commandement du général russe Lukacz et du chef de bataillon allemand Hens.

Pour empêcher les nationalistes d'avancer, il s'agissait, de la part des milices républicaines faisant face à la Casa de Campo, de défendre coûte que coûte et de conserver cette position dominante. Le général Múgica, qui en connaissait toute l'importance, donna des instructions en conséquence au général russe Kleber, chef d'état-major de la colonne internationale, qui chargea un conseiller militaire étranger de conduire l'opération.

En présence du péril que courait la Casa de Campo, l'officier en question se rendit d'abord sur place pour prendre toutes dispositions utiles afin que l'opération réussisse. Comme il n'avait à sa disposition ni grenadiers ni grenadiers, il fit appel aux dinamiteros, qui commettaient beaucoup de dégâts, surtout dans leurs rampes. Dès réception de l'ordre, leur chef s'en vint trouver le conseiller étranger, et voici le dialogue qui eut lieu entre ces deux hommes :

Le conseiller militaire étranger. — Camarade, j'ai reçu telle mission. Je ne puis agir sans leur consentement. Tête du conseiller militaire et départ en vitesse du « chef » des dinamiteros. Celui-ci revint une heure plus tard apporter la réponse.

Le chef des dinamiteros. — Impossible, camarade. Le conseiller militaire. — Comment impossible ? Pourquoi ? Mais rien du tout, et vous allez exécuter mon ordre.

Le chef des dinamiteros. — Je regrette, mais

Un général français tire des leçons de la guerre d'Espagne

Le général Duval vient de publier, aux éditions Plon, un livre sur Les Leçons de la guerre d'Espagne.

Le général Weygand l'a préfacé et, des ses premières lignes, déclare :

« Dans notre Europe qui s'arme et s'arme des perspectives de guerre, il est naturel que l'on cherche à tirer de la lutte qui sevit en Espagne, des enseignements pour l'avenir. De ce qu'il a pu voir et savoir, le général Duval déduit de son mieux ; mais ce serait trahir sa pensée que donner à ces Leçons de la guerre d'Espagne un caractère absolu. Avec l'implacable précision qu'il apporte à la recherche de la vérité, il s'efforce de déterminer si cette guerre constitue, par rapport à celles qui l'ont précédée, un progrès ou un recul, et, par suite, la valeur des enseignements à en tirer. Sans doute, chacun des deux partis a pu disposer d'un certain nombre d'engins de construction récente. Mais l'engin ne peut être considéré seul. Son efficacité dépend aussi de l'homme qui le conduit, et de la méthode selon laquelle il est employé. Or la bataille se livre entre des armées qui, comme celles d'autrefois, mènent surtout des combats d'infanterie, en raison de la petite quantité d'artillerie qu'elles possèdent, et elle n'offre pas à l'emploi de ces engins les conditions d'une profitable expérience d'ensemble ; tout au plus les techniciens peuvent-ils constater les qualités ou les défauts d'une mécanique, d'un armement ou d'un blindage. »

C'est situer la question et poser le problème avec une rigueur qui ne saurait étonner de la part du chef éminent, intime collaborateur du maréchal Foch, qui se trouva si étroitement associé pendant la guerre aux succès de nos armes et contribua pour une si large part, au lendemain de la victoire, à la réorganisation et à la modernisation de notre armée.

C'est aussi dégager la conclusion essentielle de l'ouvrage précieux du général Duval.

Celui-ci, très justement, a d'abord défini la nature des forces militaires en présence. Il a traité par la suite, dans le détail, d'un certain nombre d'opérations militaires, puis il a conclu.

En raison des circonstances particulières de la guerre d'Espagne, le problème militaire ne saurait être séparé complètement du problème politique, celui-ci n'ayant cessé et ne cessant pas de modifier les éléments essentiels de celui-là.

Pourtant, le seul côté militaire de la question sera retenu ici par nous, soucieux de recueillir, parmi tous les enseignements de la guerre espagnole, ceux dont il nous paraît plus particulièrement opportun de faire notre profit.

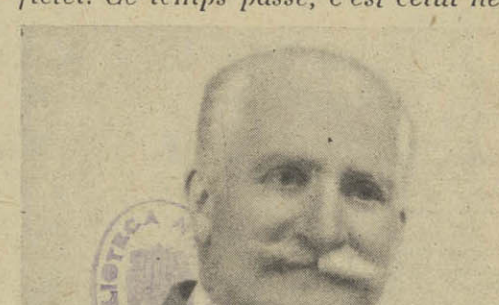
C'est ainsi que, de l'exposé impartial des faits, il résulte que le gouvernement espagnol, maître de la mer à l'origine du conflit et en mesure, par conséquent de recevoir de l'extérieur un appui en matériel et en hommes, a enregistré ses premiers échecs, subi l'initiative de l'adversaire, reculé sous les coups répétés à mesure qu'il perdait cette maîtrise et que celle-ci passait aux mains du général Franco. Leçon : pour vaincre sur terre, il faut être d'abord le plus fort sur mer.

Les effets des bombardements aériens sur Madrid en novembre 1936, encore qu'effectués par un nombre relativement restreint d'appareils, ont fourni la preuve terrible de la puis-

sance destructive de l'armée aérienne.

Les engins blindés utilisés par les troupes des deux partis n'ont pas donné les résultats attendus. C'est qu'ils ont été engagés au fur et à mesure des besoins et de leur arrivée sur le front de bataille. Ils ont agi en quelque sorte individuellement, mettant en œuvre tous leurs moyens de feu, non négligeables mais sans qu'aient pu être utilisées leurs capacités offensives ou manœuvrières, faute de les avoir groupés en unités organisées, entre les mains d'équipes rompues à leurs procédés d'emploi et sous le commandement d'un chef spécialiste. Leçon : Le matériel ne suffit pas à triompher de l'adversaire ; il doit être servi par un personnel exercé et obéissant à une idée tactique.

Santander, Bilbao, Brunete ne sont pas les sursauts désordonnés d'une armée à la recherche du défaut de la cuirasse adverse. Ce sont autant de batailles dont chacune a exigé un travail de conception et d'acheminement à pied d'œuvre des moyens. Entre elles, le temps passé ne peut paraître inaction qu'à un observateur superficiel. Ce temps passé, c'est celui né-



Le général DUVAL.

cessaire à la préparation de l'action prochaine. Leçon : Une bataille moderne exige une période préparatoire relativement longue par rapport à la durée de l'action offensive proprement dite. Une guerre est une succession de batailles. Si matériel et effectifs sont en nombre considérablement supérieur à celui de l'adversaire, il peut n'y avoir qu'une bataille : la première.

Puissons-nous, en France, où ne cessent de nous parvenir d'un delà de nos frontières des rumeurs de bataillons à l'entraînement, méditer comme il convient ces Leçons de la guerre d'Espagne et en retenir ce qui s'avère indispensable à notre propre sécurité.

PALUEL-MARMONT.



Pour Dieu et pour la Patrie, face à l'ennemi.



Et la Castille s'agrandit.

LES ARMES ET LES LETTRES

Les armes exigent de l'esprit, tout comme les lettres. CERVANTES (DON QUICHOTTE, II^e P., Chap. XXXVII).

POUR L'ESPAGNE

A la fin de l'année 1937 s'est constitué à Paris un « Comité Intellectuel de l'Amitié entre la France et l'Espagne » : président, Paul Claudel ; vice-président, Charles Richet ; secrétaire, Maurice Legendre.

Ce Comité a lancé un manifeste « Aux Intellectuels Espagnols » dont nous détachons :

Tous ceux qui admirent la glorieuse Espagne, tous ceux qui se rendent compte de la magnifique contribution que par son art, sa littérature, sa science, sa spiritualité, sa passion de la découverte, elle a apportée à la civilisation, tous ceux qui déplorent l'affreux cataclysme où les valeurs précieuses que sa mission a toujours été de représenter, menacent d'être englouties, tous ceux qui désirent la fin des divisions actuelles et le rétablissement d'un ordre fondé sur la morale et sur le respect des notions de liberté et d'autorité se joindront à nous. Le passé de l'Espagne est d'une telle valeur pour le monde entier qu'il n'est pas possible d'envisager pour elle un avenir d'où soient absents le respect et l'inspiration d'une tradition auguste.

L'Espagne, par la pensée de ses grands juristes, a fondé le droit international moderne sur le respect des droits de la personne humaine ; il appartient à l'Espagne d'affirmer avec la même énergie les Droits de la Nation.

En ces heures douloureuses, nous, Français, ne saurions oublier tous les liens de race, de tradition et de culture qui nous attachent à notre sœur latine.

En conséquence, nous ne pouvons faire autrement que de souhaiter la triomphe, en Espagne, de ce qui représente actuellement la civilisation contre la barbarie, l'ordre et la justice contre la violence, la tradition contre la destruction, les garanties de la personne contre l'arbitraire.

Louis Bertrand. — Abel Bonnard. — Henry Bordeaux. — Edouard Estienne. — Georges Goyau. — Abel Hermant. — Amiral Lacaze. — Louis Madelin. — Général Weygand (de l'Académie française).

Jacques Bardoux. — Jacques-Emile Blanche. — Edouard Branly. — Georges Claude. — Maurice Denis. — Docteur Jean-Louis Faure. — Henry Le Riche. — Jules-Alexis Muenier. — Maurice d'Ocagne (de l'Institut de France).

Antoni, magistrat honoraire. — Comte L. de Blois, sénateur. — Georges Bouchard, conseiller général des Alpes-Maritimes. — Général Brécourt. — Paul Claudel, ambassadeur de France. — François de Clermont-Tonnerre, député. — Jean Chiappe, député. — Comte d'Harcourt, sénateur. — Charles Desjardins, sénateur. — Docteur R. Dolzy, ancien député, maire de Lunay. — J.-L. Dumessnil, sénateur. — Marquis de la Ferronnays, député. — Manuel Fourcade, sénateur. — Gustave Gautherot, sénateur. — Philippe Henriot, député de Bordeaux. — Amiral Joubert. — Henry de Kérillis, député. — Henry Lémery, ancien Garde des Sceaux. — P. Nouveau, maire de Cannes. — Alfred Oberkirch, député, ancien ministre. — E. de Peretti de Rocca, ambassadeur de France. — Poitou-Duplessy, député. — F. de Saint-Just, député. — Jean de Suzannet, député de la Vendée. — Pierre Taittinger, député de Paris. — Louis de Vienne, ministre plénipotentiaire.

Roger Allard, homme de lettres. — Léon Bailby, journaliste. — Gustave Babin, publiciste. — René Benjamin, homme de lettres. — Henry Béraud, journaliste. — Gaëtan Bernoville, journaliste. — Chanoine Alfred Berthier, homme de lettres. — Max Bridge, homme de lettres. — George Bouche, peintre. — Jacques Boulenger, journaliste. — Comte de Boisseson, publiciste. — Vicomte de Butler, publiciste. — Alfred Camdessus, publiciste. — Robert Cohen, homme de lettres. — Louis Chambrun, publiciste. — Georges Champenois, homme de lettres. — Henriette Charasson, femme de lettres. — Paul Chack, homme de lettres. — Paul Chantecaille, publiciste. — Charles Chesnelong, publiciste. — Léon Daudet, de l'Académie Goncourt. — Bertrand Defos, homme de lettres. — Fabre-Luce, homme de lettres. — Ad. de Falgout, homme de lettres. — Ramon Fernandez, homme de lettres. — Charles Florange, homme de lettres.

tres. — Pierre Gaxotte, homme de lettres. — Fernand Geofroy, homme de lettres. — Henri Ghéon, publiciste. — Roger Giron, publiciste. — Georges Grappe, directeur du Musée Rodin. — Charles Guenot, journaliste. — Vicomte de Guichen, correspondant des Académies de Madrid et Barcelone. — Robert Guillon, président de la Société des Critiques d'art. — Paul Hanneaux, peintre. — Duc d'Harcourt, président du Rapprochement intellectuel. — Albert Henraux, président de la Société des Amis du Louvre. — Jean Héritier, homme de lettres. — Max Jacob, homme de lettres. — Pierre Jabiabert, homme de lettres. — Francis Jammes, homme de lettres. — Louis Jasselon, homme de lettres. — René Jolanne, homme de lettres. — Roger Joseph, publiciste. — Henri-Gustave Lelièvre, publiciste. — Comte Léon de Laperouse, homme de lettres. — Maurice Laporte, publiciste. — Maurice Legendre, publiciste. — Charles Lesca, homme de lettres. — Pierre de Luz, homme de lettres. — Xavier de Magallon, homme de lettres. — Paul Mantecaille, publiciste. — Guillemette Marrier, femme de lettres. — Henri Massis, homme de lettres. — Max Massot, publiciste. — Camille Mauriac, homme de lettres. — Charles Maurras, directeur de « L'Action française ». — Lucien Mauvaul, homme de lettres. — Mario Meunier, homme de lettres. — Francis de Mionand, homme de lettres. — A. Montigny, publiciste. — Gabriel Mourrey, homme de lettres. — Jean Nesmy, homme de lettres. — André Nicolas, publiciste. — Pierre Pascal, directeur de Eurydice. — Marcel Peter, publiciste. — Guy de Pourtales, homme de lettres. — René Pretet, journaliste. — Raymond Recoigny, directeur de la Revue de France. — Roger Richard, publiciste. — Denis Roche, homme de lettres. — Georges Rotvond, publiciste. — Saint-Brice, directeur de la politique étrangère au Journal. — Edouard Schneider. — Henri Sempe, journaliste. — François Serpelle, de Gohneau. — Igor Stravinsky, musicien. — J. et J. Tharaud, hommes de lettres. — Léon Thevenin, homme de lettres. — Jacques Valour. — José Vincent, homme de lettres. — Tancred de Visan, homme de lettres. — Charles Yrondy, secrétaire général de la Société libre des Artistes. — Philippe de Zara, directeur du Front latin.

Docteur Abrami, professeur de la Faculté de médecine de Paris. — P. Allorge, professeur. — M. Allorge, docteur en sciences. — Docteur Henry Barbier, médecin honoraire. — Martin, professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris. — Marie-Louise Bercher, agrégée de l'Université. — G. Boudier, de la Société française d'Archéologie. — J.-P. Bounhiol, professeur honoraire de la Faculté des Sciences de Bordeaux. — Eugène Cavaignac, professeur de la Faculté des Lettres de Strasbourg. — Henri Clément, professeur honoraire de l'Université de Paris. — Jacques Chevalier, agrégé de l'Université. — Docteur Jules Comby. — Anatole Dercey, agrégé à l'Université de Paris. — Docteur Jean Deroide. — Docteur F. Dève, professeur de l'Ecole de Médecine de Rouen. — Albert Dufourcq, professeur de la Faculté des Lettres de Bordeaux. — Bernard Fay, professeur au Collège de France. — A. de Fosse, médecin des hôpitaux de Paris. — Marquis H. de Foulchic, professeur. — Louis le Fur, professeur de la Faculté de Droit de Paris. — Charles Gaud, agrégé d'Histoire. — René Gautheron, professeur à l'Université d'Halifax (Canada). — Docteur Ernest Gourdon. — Docteur Grigaud, chef de laboratoire à la Faculté de Médecine de Paris. — Docteur Georges Haton. — Henri Julitte, professeur honoraire de l'Université de Paris. — Maurice Lacoste, agrégé de l'Université. — Raymond Lebègue, professeur de la Faculté des Lettres de Paris. — Docteur Pierre Lépine, chef du laboratoire de l'Institut Pasteur. — Docteur J. Lhermitte, professeur agrégé à la Faculté de Médecine de Paris. — Docteur Jean Madier, chirurgien des hôpitaux de Paris. — Abbé Jean-Abel Marchand, professeur. — Docteur Ernest de Massary, médecin honoraire des hôpitaux. — Docteur Jacques de Massary. — Gabriel Meny, professeur de Philosophie. — Docteur J. Mouzon. — Jean Nivier, ingénieur. — Docteur L.-M. Pierra. — Feix Planes, professeur honoraire au Lycée de Bordeaux. — Gaston Richard, professeur honoraire de la Faculté des Lettres de Bordeaux. — Docteur Charles Richet, des hôpitaux de Paris. — Mile Sance, agrégée à l'Université de Paris. — Docteur Em.-Germain Sée. — Docteur Emile de Provence. — L'Académie de Médecine. — Paul Vignon, professeur de l'Institut catholique. — Georges Viot, professeur. — A. Vulliod, professeur honoraire à la Faculté des Lettres de Nancy. — Jacques Zeller, professeur à l'Ecole des Hautes Etudes. — V.-René de Berval.

Les intellectuels qui désirent adhérer à ce manifeste peuvent envoyer leur signature à Maurice LEGENDRE, 26, rue de Staël, Paris-XV^e.



TOLEDE. — Le Couvent de la Conception. Il fut mis à sac. Toutes ces Images, ses autels et les meubles du couvent furent détruits. Sculpture polychrome de sainte Thérèse de Jésus, coupée à coups de hache. A noter qu'on gratta le médaillon peint sur sa poitrine qui représentait une Immaculée Conception.

et le luxe ancien semblaient le repentir de cette lumineuse terre pré-italienne. Un passé réticent et ajusté comme une cageuse semble l'unité de la maison. Il le gêne aux alentours. Le jeune savant trouve incommensurable la distance qui le sépare de son amphytrion, parce qu'il la mesure en degrés hiérarchiques ou intellectuels (ceux-là à son désavantage, ceux-ci à son profit) alors qu'en réalité c'est le temps qui doit servir d'aune. Ce temps, le seigneur du lieu le lui dispute qui prétend s'assurer le mérite de la publication des textes arrachés par le chartiste à l'histoire. Le jeune homme s'assure la juste propriété de son travail et médite. Car, dans cette étrange demeure, le passé livre ses secrets plus facilement que le présent : si le Parisien parvient à y voir clair dans les ténements, il n'arrive pas à comprendre le secret du foyer. À savoir que l'ainée des filles de cœurs est séquestrée dans une aile de la maison. Bien vite, l'imagination du jeune érudit s'échauffe. Il enlève la prisonnière, et c'est, une fois de plus, la chanson française : « Tous les deux à Paris. » Or, il advient que la jeune délinquante n'a rien de l'héroïne wagnérienne ; elle est le fruit perverti de ces générations sans Dieu qui, dans un cadre traditionnel, ont fait à la vie libre les concessions les plus libertaires. Et sa fin logique est le suicide après le déshonneur. Edmond Jaloux a, à bon droit, voici peu, pris place sous la Coupole : il y a apporté le fau-tail à tapisserie au petit point précieux qu'il a sauvé des provinces où, trop souvent, la tradition n'est qu'un décor vermoulu. Artiste, Edmond Jaloux nous convainc que si une révolution rasait Versailles, Aix-en-Provence, sauvée, suffirait pour reconstituer aux yeux de la postérité ce que le grand siècle donna au monde, en le confiant à la France. Mais, moraliste, Edmond Jaloux lance un S.O.S. Le pire ennemi des reliques des merveilleux siècles d'art français, c'est à l'intérieur qu'il agit. Dès qu'une vieille famille s'endort dans l'égoïsme social — comme celle d'Aix que le romancier étudie — et dès que le laisser-aller amoral remplace la discipline des phalanges traditionnelles, la cellule familiale est en lambeaux. Seule, l'histoire, à notre époque, compréhensive et non pas purement formelle, assure sa sauvegarde car elle en fait un aliment nutritif du présent. La portée du roman de cette « Egarée » tient à ce que le romancier nous contraint, avec intérêt, à nous en rendre compte : dès que l'idée chrétienne ne veille plus sur un foyer, même conservateur, toute jeune vierge qui, faute de circonstances adéquates comme en Espagne, ne peut s'enrôler dans les amazones de la patrie, devient une milicienne du péché et corrompt tout autour d'elle.

— Au théâtre du Journal, Maurice de Walleffe a donné une sensationnelle conférence : « Quarante ans de journalisme à travers le siècle. » Tous ces maîtres de la plume ont plaidé le maître du journalisme qui, sous le gouvernement de Primo de Rivera, jeta les bases d'un rapprochement entre la France du Cid et l'Espagne réelle.

Adolphe de FALGAIROLLE.

Bibliographie

« Professeurs d'énergie » : Les éditions Hachette publient en tirage populaire, bien illustré, un « Lyauté », manuel de sa vie, par le général Gouraud, de l'Institut, et un « Napoléon » histoire résumée, par notre collaborateur Louis Madelin, de l'Académie française.

— Un grand reportage : « Rouge et Or », de G. Planes Burgade, paraît aux Ed. Pléquot, Bordeaux, traitant le drame de Guernica détruit par les rouges, leurs massacres systématiques de Santander, opposés à la sérénité et aux délices spirituelles de Salamanque dont la vie intellectuelle continue.

L'importante revue catholique « La Thébaïne » (Saint-Maurice, Seine), publie « La Vierge des Cadets » de Tolède, poème d'un grand lyrisme chrétien, de Henry Mourrot. A ce numéro, ont collaboré J. et J. Tharaud.

— Lire les commentaires sur la guerre d'Espagne, dans « Les Cahiers de la génération nouvelle ».

— Remarquables articles sur la vérité de la guerre d'Espagne, dans « Le Grand Illustré catholique » d'Angers.

« L'Illustration » publie un important album sur le martyre des œuvres d'art détruites par les rouges, en Espagne.

UN LIVRE

Le grand journaliste espagnol Francisco de Cossio, vient de publier à Valladolid un livre intitulé Manolo. Cossio est un styliste doublé d'un critique d'art. Mais c'est aussi un homme... La guerre l'a blessé dans son cœur de père et il raconte dans Manolo le nom d'un fils de la dédicace de toute une jeunesse enthousiaste qui, depuis le début, a pris part à la croisade.

Plutôt qu'un livre de guerre exprimant la douleur d'un père et les souvenirs d'un journaliste, le livre de Francisco de Cossio est le livre de la race. Au cœur de ce récit, nous voyons défiler des portraits et des paysages ; c'est la tradition et la paix du foyer, une lumineuse synthèse de ce qu'est la vieille terre castillane, terre de gloire qui frémit au premier cri de victoire des Phalanges de Franco.

Le fils de l'auteur, âgé de dix-neuf ans, fut tué sur le front de Madrid d'une balle dans la poitrine ; il n'avait pas attendu d'être appelé, il avait été s'engager comme tous les jeunes gens de son âge lorsque l'heure fut sonnée de se dresser contre les doctrines étrangères. Mais le père cache ses larmes pour ne pas voiler la glorieuse vision d'un héros commun à une génération sacrifiée. Cossio offre son fils à la Patrie et il le présente comme exemple collectif à toute la jeunesse.

Manolo, qui n'est pas la biographie d'un homme mais l'essence de l'âme d'une race, joint au charme de son style limpide et sobre la plus émouvante évocation de la grande tragédie qui vit l'Espagne.

Monsieur MAURIAC

Monsieur Mauriac, j'ai lu votre chronique « Ville ouverte », publiée dans Le Figaro, du 2 courant. Je comprends votre pitié pour les pauvres enfants victimes du dernier bombardement de Barcelone. Je comprends votre pitié pour tous les enfants tués par des bombes tombées du ciel. Je comprends qu'on ne peut pas toujours s'en plaindre en secret devant Dieu, ou si nous n'avons pas la foi, devant les arbres et sous les étoiles : c'est bon lorsqu'il s'agit d'enfants fascistes, fils de factieux, coupables de ne pas s'être laissé égorger par « les sérapiques » gouvernementaux. Quand les victimes sont les enfants de ceux-ci, Dieu, les arbres et les étoiles ne suffisent pas pour entendre vos plaintes : il faut les imprimer dans la première page d'un journal de Paris et feindre une parfaite impartialité.

Les quinze mille prêtres assassinés, c'est, peut-être pour vous une chose excusable. Après tout ils n'étaient pas « des loyalistes au Gouvernement légal » mais, Monsieur Mauriac, il y eut avant ces enfants morts à Barcelone, résidence du Gouvernement rouge, siège de son Etat-Major, dépôt de munitions, centre de fabrication d'armes, port d'approvisionnement de l'armée marxiste (objectifs tous militaires visés par nos avions), des centaines d'enfants assassinés par les avions rouges, dans des villes sans aucun de ces objectifs, comme à Pampe-lune où ces oiseaux de mort sont arrivés, tachant de leur sinistre sillon le ciel de la douce France, dont le Gouvernement du Front populaire considère comme de simples chiffons de papier les accords qui portent sa signature, et dans des villages de quelques maisons, comme celui de Cantaljo, perdu dans les montagnes où ces crimes n'avaient pas la moindre excuse.

Monsieur Mauriac, si votre indignation est sincère, il faut tout de même reconnaître que vous l'administrez très bien.

ALVAR FANEZ.

Burgos, 5 février 1938.



Trasana (Asturies), façade de l'église Saint-Vincent incendiée.

L'âme française aux côtés de l'Espagne nationaliste

« Le Manifeste adressé par les Intellectuels français aux Intellectuels espagnols, répondait, on peut le dire, à une anxiété. Presque toutes les adhésions sont parvenues au Comité accompagnées de lettres enthousiastes.

« Particulièrement touchantes, étaient les lettres de ceux qui, par une modestie exagérée, ne se croyaient pas assez qualifiés, c'est-à-dire pas assez illustres pour signer, et qui, en même temps, sans le vouloir, donnaient la preuve par la façon même dont ils exprimaient leur regret, par la qualité de leur enthousiasme, qu'ils étaient au premier rang de ceux auxquels s'adressaient les promoteurs du Manifeste.

« Il n'est pas sans intérêt non plus de noter qu'une très forte proportion d'adhésions vient de la région frontière, plus particulièrement de la frontière catalane ; autrement dit, ce sont les gens les mieux placés pour observer, les mieux renseignés, qui proclament avec le plus d'unanimité le jugement de l'intellectuelle française dans ce conflit d'une barbarie mal déguisée, avec notre civilisation.

« Les adhésions continuent et, sans doute, continueront longtemps d'arriver ; mais déjà un résultat capital est obtenu : en libérant leur conscience, les premiers signataires du Manifeste, les plus illustres et les plus modestes, ont apporté à nos amis d'Espagne, au milieu de leurs épreuves héroïquement supportées, un puissant réconfort. Certes, nos amis d'Espagne n'ont pas besoin, pour se maintenir dans la pleine conscience de leur bon droit, d'un appui extérieur. Mais pour être plus parfaitement désintéressés, leur joie n'en est que plus grande lorsqu'ils constatent que le rassemblement pour la défense de la civilisation se fait aujourd'hui autour d'eux. On comprend, partout où rayonne la pensée et l'idéal français, que les Espagnols ne dépendent pas seulement la cause de l'Espagne, si grande, si sacrée, mais, en outre, la cause même de la civilisation.

Maurice LEGENDRE, (L'Œuvre Latine).



Détail d'un sépulcre (XVI^e), démolé dans l'église de Jirauque.

Visite en Espagne

Au début de janvier, l'Académie espagnole des sciences m'ayant choisi comme académicien correspondant, m'invitait à assister à Salamanque à la constitution solennelle des six Académies royales en un Institut d'Espagne semblable à l'Institut de France.

A peine arrivé, je fus conduit à l'Université pour la séance d'installation. Pensant que j'en aurais besoin, j'avais crayonné dans le train quelques phrases dans le langage de Cervantès, avec l'idée, bien entendu, de les soumettre à l'un de mes nouveaux confrères. Je n'en eus pas le loisir, car, à la fin de cette première séance, j'étais prié de prendre la parole.

En France, cela n'eût pas raté : insuffisamment préparé, j'aurais été fort piteux — fort mauvais orateur et incapable de me tirer d'affaire sans une minutieuse préparation ; mais par un phénomène étrange, le très médiocre linguiste que je suis peut affronter sans trop d'émotion un public étranger, effet, sans aucun doute, de l'assurance inconsciente qu'on lui sait gré de son effort pour l'excuser de son accent et de ses pataquès — tandis qu'un pataugeage à la Sorbonne me rendrait ridicule. Bref, seul Français et même seul étranger ayant pris la parole devant cette illustre assemblée, je pus dire ma ferveur pour l'œuvre de Franco, libérateur de l'Espagne, sauveur probable de la civilisation chrétienne, et j'eus la joie d'une chaleureuse approbation quand j'exprimai l'espoir qu'après sa proche victoire, il ne se souviendrait que des vrais sentiments de la France.

Tel est, en effet, l'heureux résultat des efforts de quelques bons Français et de ce Manifeste des intellectuels dont Paul Claudel a pris l'initiative : l'élite espagnole connaît et apprécie ces sentiments.

Georges CLAUDE, (Le Journal des Débats).

« Ce qu'ils disent et que nous voyons ». « Nous sommes les plus fidèles gardiens du trésor artistique national. » (Caricature de Kün)

Courrier littéraire

— Le fait littéraire de la quinzaine : « Edmond Jaloux publie chez Plon « L'Egarée » et aussitôt l'atmosphère délicieuse d'Aix-en-Provence, ce faubourg Saint-Germain du Midi, renait aux yeux et aux oreilles de tous ceux que charma un chef-d'œuvre du roman à décor provincial. « Fumées dans la campagne ». Alcôves d'Aix où, dans la ruelle, le grignotement ouï est non celui d'une souris mangeuse d'in-folio, mais de quenottes d'une élégante contre des pralines. Boudoirs parfumés d'une lavande de Sainte-Victoire, où le souvenir d'une grande dame bleuit dans un miroir dont le temps et trop de coquetteries ont usé le tain. Les façades des vieux hôtels princiers empruntent leur couleur au calisson, cette pâte d'amande sous un étui de gâteau. Le mistral aux crinières emmêlées consent à désaltérer

ses coursiers à la fontaine d'eau tiède du « paseo ». La chaise à porteur d'où descendait une cousine de Mirabeau demeure au lieu de la maison où le dernier laquais de France la posa sur les hexagones du carrelage rouge. L'escalier s'use à chaque extrémité murale de ses marches, sous le pas d'une vieille fille, du Tiers-Ordre, qui les gravit conventuellement. Une vigne offre, par un oeil-de-bœuf, des vrilles à la rampe de fer forgée qui en compte plus d'une centaine. Les cloches de Saint-Jean de Malte pleurent les chevaliers français. Dans la campagne, sur des routes poudreuses, telle « folie » d'architecte galant du XVIII^e interpose un ciel de Tiepolo, entre un pécher et des complaisances dont rougirait le ciel bleu de Provence. Et il n'est point de poivrière châtelaine qui ne recèle une vaste bibliothèque. Supposez qu'un jeune chartiste de Paris ait été chargé de fouiller quelques archives de vieille famille endormie dans une de ces gentilhomnières. Il s'enfuirait avec un mystère qu'il pressent dans cette demeure ancestrale où le recueillement